

Conseil de sécurité de l'ONU

L'ALGÉRIE PLAIDE POUR LA PAIX ET LA JUSTICE EN PALESTINE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7800— JEUDI 25 JANVIER 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Réunion du Conseil des ministres

TROIS IMPORTANTS DOSSIERS EXAMINÉS

Page 3

CAN-2023 - L'ALGERIE BATTUE ET ELIMINEE PAR LA MAURITANIE (0-1)

L'HUMILIATION DE TROP

Un match nul aurait fait l'affaire et suffit largement à leur bonheur pour la qualification en huitièmes. Malheureusement, les Verts ont raté la marche et sombré contre une valeureuse sélection mauritanienne.

Page 11



Photo : A. Ryad/LJI

EXAMEN D'ÉVALUATION DES ACQUIS DU CYCLE PRIMAIRE

Vers la création d'une «banque de sujets»

Page 2

AIDE AUX ENTREPRISES PUBLIQUES EN DIFFICULTÉ

Ce sera «au cas par cas»

Page 4

TERRORISME AU SAHEL

Niamey pointe du doigt la France

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

CONSÉCRATION DU DROIT À L'ÉDUCATION

L'Algérie a franchi de grands pas

LE PRÉSIDENT du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaâlani, a affirmé, hier, que l'Algérie avait franchi «de grands pas» en matière de consécration du droit à l'éducation, en lui accordant la priorité depuis son indépendance, conformément au principe d'égalité des chances et de la gratuité de l'enseignement.

Lors d'une rencontre organisée au Lycée «Mahmoud Mentouri» de Benaknoun (Alger), à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, célébrée cette année par l'ONU sous le thème «Apprendre pour une paix durable», M. Zaalani a précisé que l'Algérie a franchi de grands pas dans la consécration du droit à l'éducation. Elle lui a accordé « la priorité depuis son indépendance, conformément au principe d'égalité des chances et de la gratuité de l'enseignement », a expliqué M. Zaâlani, soulignant que la célébration de cette journée «s'inscrit dans le cadre des missions du CNDH en matière de promotion de la culture des droits de l'Homme, à partir des établissements éducatifs».

Le même responsable a aussi affirmé que le principal objectif des droits de l'Homme consiste à «réaliser la stabilité et la paix et à créer un environnement de vie tranquille et paisible».

De son côté, l'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Abderrazak Lakhal, a indiqué que l'Algérie «œuvre sans relâche, depuis son indépendance, à la mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines afin de garantir le droit à l'éducation à tous les Algériens, en le consacrant dans toutes ses Constitutions et en assurant un enseignement gratuit et obligatoire pour tous ceux qui ont atteint l'âge de 6 ans et jusqu'à 16 ans».

Il a relevé le souci de l'Algérie de «fournir les infrastructures nécessaires pour réaliser cet objectif et garantir un encadrement humain qualifié dans tous les domaines».

M. Lakhal a, en outre, souligné que le ministère avait recruté «des professeurs spécialisés en éducation physique et sportive pour le cycle primaire», créé «une direction générale chargée des activités culturelles et sportives», doté «un nombre important d'écoles primaires de tablettes électroniques» et numérisé «de nombreuses opérations».

S. N.

EXAMEN D'ÉVALUATION DES ACQUIS DU CYCLE PRIMAIRE

Vers la création d'une «banque de sujets»

Les journées de formation et d'information programmées par le ministère de l'Education nationale au profit des inspecteurs et directeurs du cycle primaire, sur les modifications de l'examen d'évaluation des acquis de l'enseignement primaire, ont pris fin avec la proposition de la création d'une « banque de sujets » contenant un ensemble de questions conçues par les enseignants de la cinquième année

A l'issue de ces journées de formation, il a été décidé d'entamer la préparation et la conception des sujets de la nouvelle version de l'examen de 5e année primaire, et ce dans les six matières concernées par l'évaluation. Cette tâche, qui a été confiée aux enseignants de la 5e année primaire, devra débuter à la fin du mois de janvier et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mars prochain. Ensuite, les sujets d'examen seront imprimés du 21 avril jusqu'au 2 mai prochain.

Les commissions d'inspection spécialisées sont tenues de relire les sujets, de les examiner et de les réviser en profondeur, en prenant le soin de corriger les erreurs, le cas échéant, avant de prendre la décision de les placer dans la « banque de sujets ». A l'approche des épreuves écrites communes programmées les 12, 13 et 14 mai, un tirage au sort sera organisé pour sélectionner les sujets, comme cela se fait pour l'examen du baccalauréat.

Les formateurs, désignés par les directions de l'éducation des wilayas pour former les inspecteurs et les directeurs de l'enseignement primaire sur les réformes qui ont affecté l'examen d'évaluation des acquis, ont profité de l'occasion pour réaliser une comparaison analytique entre les deux sessions de cet examen (2022/2023 et 2023/2024).

Les participants à ces sessions de formation ont indiqué que les « réformes » introduites dans l'examen d'évaluation des acquis pour l'année scolaire en cours ont été étudiées et analysées de manière assez détaillée, soulignant que les amendements étaient basés d'abord sur l'importance de préserver le principe d'« une évaluation sommative », en plus de maintenir la dimension nationale sous la forme locale, et de réduire la période d'examen de 12 à 3 jours seulement.

Les formateurs ont également revu les caractéristiques de la première session de l'évaluation des acquis pour établir les nouvelles modifications et les expliquer avec précision, rappelant que la durée des évaluations avait été fixée sur 12 jours, et que les élèves, à ce moment-là, ont été testés dans toutes les matières, à l'exception des matières d'éveil.



Top départ pour la conception des sujets.

Il était question aussi d'adopter trois formats d'évaluation, qui portent sur des épreuves écrites, des épreuves orales (langues), des tests de performance (langues plus éducation islamique), ainsi que des tests de suivi comportemental en matière d'éducation civique. Il a été accordé aux enseignants et aux inspecteurs une indépendance dans la préparation des questions sans les unifier selon les circonscriptions pédagogiques.

Pour rappel, le ministère de l'Education nationale avait annoncé la programmation de journées de formation et d'information au profit des inspecteurs et directeurs du cycle primaire. Ces journées ont porté sur les nouvelles modifications de l'examen d'évaluation des acquis de l'enseignement primaire, instauré en remplacement de l'examen de la 5e année primaire.

Les inspecteurs de l'éducation primaire ont été soumis à cette formation les 8 et 9 janvier, tandis que les directeurs des écoles ont été programmés pour les 15 et 16 janvier, et ce afin de garantir les meilleures conditions pour l'organisation des épreuves orales et des épreuves écrites communes dans toutes les circonscriptions d'une même wilaya, lesquelles porteront sur six matières et se dérouleront sur trois jours.

Le département de Belabed avait insisté sur l'importance de saisir l'opportunité de ces journées d'information et de formation pour approfondir la réflexion sur les outils d'analyse des résultats des élèves à l'examen d'évaluation des acquis de l'enseignement primaire. Il s'agit également d'œuvrer à peaufiner les travaux sur la recherche des meilleurs mécanismes, méthodes et techniques pour exploiter ces résultats dans un traitement des apprentissages structurés.

Il convient de noter que l'examen de 5e année primaire se déroulera en deux étapes. La première étape sera consacrée à la programmation des épreuves orales, du 14 avril au 2 mai prochain, tandis que la deuxième étape de l'examen sera consacrée à l'organisation d'épreuves écrites communes dans six matières d'enseignement, à savoir la langue arabe, l'histoire, l'éducation islamique, les mathématiques, la langue amazighe et la langue française. Ces épreuves se dérouleront du 12 au 14 mai prochain.

Lynda Louifi

CHANEGRIHA REÇOIT LE CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE SIERRA LEONE

Prélude pour une coopération militaire fructueuse

LE CHEF d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général d'Armée Saïd Chanegriha, a reçu, hier, au siège de l'Etat-major de l'ANP, le général de Corps d'Armée Peter Kakowou, Chef d'Etat-major de l'Armée de la République de sierra-léonaise, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation. Une visite que Chanegriha a souhaité être un «prélude pour une coopération militaire fructueuse et bénéfique aux deux pays, notamment au moment où le continent africain traverse des circonstances sécuritaires difficiles et complexes». C'est ce qu'a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

Ont pris part à cette rencontre, le secrétaire général du MDN, les commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des chefs de départements et des directeurs centraux de l'Etat-major de l'ANP et du MDN, ainsi que les membres de la délégation sierra-léonaise.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation sierra-léonaise, le général d'Armée a exprimé sa confiance en la réussite de cette visite, qui intervient dans le prolongement de celle effectuée par le Président sierra-léonais en Algérie, lors de laquelle les dirigeants des deux pays se sont engagés à promouvoir les relations bilatérales aux niveaux les plus élevées.

«Cette visite, la première en son genre, intervient dans le prolongement de celle effectuée, en ce début d'année en Algérie, par Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra-Leone, à l'invitation de Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale. Elle traduit la réussite de cette importante visite et l'engagement des dirigeants des deux pays à promouvoir nos relations bilatérales à un niveau plus élevé, d'autant plus que nos pays respectifs, en leur qualité de membres non permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU, œuvrent au renforcement des concertations, pour défendre les intérêts de l'Afrique et de ses positions communes », a indiqué le général d'Armée.

Il s'est dit entièrement convaincu que cette visite constituera le prélude pour une coopération militaire fructueuse et bénéfique aux deux pays, notamment au moment où le continent africain traverse des circonstances sécuritaires difficiles et complexes.

Le général d'Armée a souligné que l'Armée nationale populaire est animée d'une volonté réelle pour développer une coopération militaire bilatérale pérenne, fondée sur la confiance et la concertation.

«A l'occasion de cette importante visite, je tiens à vous assurer qu'au sein de l'ANP, nous sommes animés d'une réelle volonté pour œuvrer avec vous au développement d'une coopération militaire pérenne, fondée sur la confiance et la concertation, et qui tient en compte des intérêts mutuels de nos deux pays, soucieux qu'ils sont à contribuer efficacement à l'instauration de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du continent africain», a-t-il souligné.

De son côté, le général de Corps d'Armée Peter Kakowou «a fait part de sa gratitude pour les marques d'hospitalité qui lui ont été réservées, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagnait».

Par ailleurs, il a exprimé «la convergence des points de vue sur les questions sécuritaires abordées lors des entretiens et émis le souhait que sa visite en Algérie constitue une pierre angulaire à l'établissement de relations militaires solides, fructueuses et au service des intérêts suprêmes des deux pays».

Au terme de cette rencontre, les deux parties «ont échangé des présents symboliques», avant que le Chef d'Etat-major sierra-léonais «ne procède à la signature du Livre d'Or de l'Etat-major de l'ANP», conclut le communiqué.

M. B.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie plaide pour la paix et la justice en Palestine

L'Algérie a plaidé, avant-hier soir depuis New York, en faveur d'une nouvelle approche pour résoudre la question palestinienne. Cette approche vise à relancer l'option de la paix et à parvenir à un règlement «équitable et inclusif». Ce plaidoyer a été développé par le ministre des Affaires étrangères et de la communauté à l'étranger, Ahmed Attaf, qui a mis l'accent sur la nécessité de riposter fermement aux appels sionistes qui rejettent ouvertement la solution à deux États soutenue par la communauté internationale comme étant le règlement équitable, viable et définitif du conflit au Proche-Orient.

M. Attaf a souligné, dans son allocution devant le Conseil de sécurité, réuni pour examiner la situation en Palestine, l'importance de contrer les illusions nourries par l'occupant israélien pour renforcer sa sécurité en anéantissant le projet national palestinien. Il a également mis en avant la nécessité de contrecarrer les campagnes de confiscation et d'annexion des terres palestiniennes, ainsi que l'implantation et l'expansion de colonies israéliennes dans le but d'empêcher l'établissement d'un État de Palestine indépendant et souverain.

Par conséquent, l'Algérie a réaffirmé sa revendication historique de tenir une Conférence internationale pour la paix, sous l'égide des Nations unies, afin de mettre fin de manière définitive au conflit arabo-israélien, conformément aux résolutions de la légalité internationale. Cette conférence viserait à mettre en œuvre la solution à deux États « sous la surveillance rigoureuse, le suivi étroit et la garantie sûre » de la Communauté internationale.

Le chef de la diplomatie algérienne a appelé l'ONU et le Conseil de sécurité à répondre avec fermeté aux voix israéliennes qui rejettent la solution à deux États et qui font fi du consensus international, ainsi que de la légalité internationale.

En évoquant les engagements et obligations imposés par la conjoncture actuelle envers Ghaza, le ministre a relevé que la priorité majeure est au cessez-le-feu, dont les atermoiements pour sa mise en œuvre sont critiqués de jour en jour, tout comme le sont les prétextes réfutables avancés pour justifier ces lenteurs.



Ahmed Attaf lors de son allocution devant le Conseil de sécurité.

IMPOSER À L'OCCUPANT LE RESPECT DES GARDE-FOUS JURIDIQUES INTERNATIONAUX

Dans ce contexte, le MAE algérien a exprimé la nécessité de mettre fin à l'agression, à l'extermination, à la déportation, à la famine, à la destruction et à la profanation en terre palestinienne. Il a insisté sur l'importance de faire respecter les résolutions et lois internationales, de ne pas permettre à un membre de la communauté internationale de bénéficier de traitements privilégiés et d'assujettir l'occupation israélienne aux garde-fous juridiques internationaux.

L'Algérie salue les initiatives visant à amener Israël à assumer ses responsabilités, telles que la mobilisation des experts juridiques et organisations juridiques internationales pour poursuivre l'entité sioniste en justice devant les instances internationales. «De plus, l'initiative de l'Afrique du Sud d'intenter une action en justice contre l'occupant sioniste devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour génocide contre Ghaza et les démarches du Chili et du Mexique pour saisir la Cour pénale internationale (CPI) sont dignes de soutien et d'encouragement », a-t-il déclaré.

Il a également souligné l'impératif de s'acquitter des responsabilités politiques et sécuritaires qui incombent au Conseil de sécurité, en appelant à l'octroi à l'Etat de Palestine la qualité de membre à part entière à l'Organisation des Nations unies (ONU). Il a rappelé que la cause palestinienne ne peut plus être reléguée aux calendes grecques et que l'effort international ne doit plus se limiter à la prise en charge des séquelles de la guerre et en ignorer les véritables causes.

Par ailleurs, le ministre a transmis un message de reconnaissance et de gratitude du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, et à l'ensemble des organes onusiens pour leurs efforts visant à atténuer les tragédies qui touchent Ghaza, à panser ses plaies et à mettre fin à l'effusion de sang. En marge de cette réunion, Attaf a eu des rencontres bilatérales avec plusieurs homologues, dont le ministre russe des Affaires étrangères, Serguеï Lavrov. Les deux responsables ont mis l'accent sur la coopération entre les deux pays au sein du Conseil de sécurité, en particulier sur des questions telles que la situation en Palestine et dans la région sahélo-saharienne. Attaf a également rencontré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amirabdollahian, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer les relations bilatérales, en prévision de la prochaine visite officielle du président iranien, Ebrahim Raissi, en Algérie.

Lors de sa rencontre avec la ministre indonésienne des Affaires étrangères, Retno Marsudi, Attaf a souligné la nécessité d'intensifier les pressions diplomatiques, politiques et juridiques pour parvenir à un cessez-le-feu à Ghaza et mettre fin à l'immunité dont bénéficie l'occupant sioniste. Les discussions avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Royaume de Jordanie, Ayman Safadi, ont souligné la dynamique positive des relations bilatérales et la volonté commune de soutenir le peuple palestinien. Attaf s'est également entretenu avec le MAE malaisien, Mohamad Hassan, avec lequel il a évoqué l'état des relations bilatérales et la nécessité de les renforcer conformément aux aspirations des peuples des deux pays.

En dernier lieu, la discussion avec le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bouhabib, a mis en exergue l'importance de promouvoir la coopération bilatérale et de renforcer la concertation et la coordination entre les deux pays, en particulier sur les questions régionales.

Il convient de rappeler que l'Algérie avait provoqué, le 12 janvier courant, une réunion du Conseil de sécurité sur la Palestine. Elle avait appelé la communauté internationale à rejeter le plan de déplacement forcé des palestiniens et à exiger un arrêt immédiat de l'agression sioniste qui a déjà coûté la vie à plus de 25 500 Palestiniens.

Mohamed Mecelti

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Trois importants dossiers examinés

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres portant sur des exposés concernant plusieurs secteurs. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. La réunion a porté sur des exposés sur les statuts et régimes indemnitaires dans le secteur de l'enseignement supérieur, le suivi de l'état d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel, et le déroulement de la campagne labours-semailles de la saison 2023-2024.

S'agissant du premier point, le Conseil des ministres a approuvé la proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique concernant les lois fondamentales et les systèmes de rémunération des salariés appartenant aux branches spéciales du secteur de l'enseignement supérieur.

il faut souligner que le président de la République, a ordonné, lors d'une récente réunion du Conseil des ministres, de réviser, d'enrichir et de clarifier, de manière plus approfondie, les contenus de ces statuts qui doivent être tranchés à partir du mois de février, avec effet rétroactif des salaires et primes à compter de janvier 2024.

S'agissant du projet de trituration des graines oléagineuses, il faut souligner que les travaux de réalisation du complexe de Koutama Agrifood à Bazoul, dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), avancent à un rythme accéléré, en prévision de sa mise en service à la fin du premier semestre 2024.

Le Président a ordonné la coordination entre tous les secteurs gouvernementaux pour développer une vision harmonieuse d'exploitation des résidus d'oléagineux pour la production fourragère, dans laquelle la priorité serait donnée à l'Office National de l'Alimentation du Bétail et aux coopératives privées de l'Etat de Jijel.

Il a également instruit le fait d'attribuer des fermes modèles pour la culture des oléagineux, pour contrôler toute la chaîne de production depuis la ferme jusqu'au consommateur, dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire.

Concernant la campagne labours-semailles 2023-2024, le rythme accéléré de cette campagne est attribué en grande partie aux mesures d'aide et de soutien en faveur des agriculteurs, décidées par le président de la République lors du conseil des ministres du 1er octobre 2023.

Le Président de la République a souligné la nécessité d'accompagner les professionnels du secteur agricole, par l'introduction des technologies modernes et le changement des mentalités, pour créer une révolution dans ce domaine stratégique sur lequel s'appuie l'État pour développer l'économie nationale. A ce propos, il a insisté sur la nécessité d'augmenter le rendement de la production céréalière solide par hectare et d'encourager les agriculteurs en valorisant les avantages accordés par l'Etat et en généralisant l'usage des méthodes scientifiques.

Aussi, le chef de l'Etat a indiqué qu'il faut encourager les investissements agricoles dans le sud, où toutes les conditions et capacités sont réunies, tout en accélérant le règlement des cas en suspens dans le dossier de bonification des terres, qui existent depuis des années, en accordant aux récupérateurs de ces terres les titres de propriété. Enfin, le Conseil des ministres a approuvé un accord « d'un commun accord pour l'agrandissement du port d'Annaba et l'achèvement d'une plateforme minière pour le chemin de fer, compte tenu du caractère urgent du projet ».

Hachemi B.



RÉALISATION DE LOGEMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Des terres agricoles déclassées dans plusieurs wilayas

DES PARCELLES de terres agricoles au niveau de plusieurs wilayas viennent d'être déclassées pour la réalisation de logements et d'équipements publics, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n° 3. La superficie globale de ces parcelles de terres agricoles est de 526 ha, selon le décret n 24-48 signé le 9 janvier courant par le Premier ministre, Nadir Larbaoui.

Il s'agit de 11 parcelles dans la wilaya d'Alger, destinées à la réalisation des projets de détente de gaz au niveau des communes de Baraki, Rouiba, Reghaia, Aïn Taya, Khraicia, Ouled Chbel, Birouta et Djasr Kasentina, ainsi que des projets d'extension de postes de détente de gaz aux Eucalyptus et Zeralda et un parc citadin à Oued Smar (El Harrach).

Dans la wilaya d'Oran, il est question de réaliser des stations d'épurations des eaux usées dans les communes de Mers El Kébir, Oued Tlélat et Gdyel.

Quant à la wilaya de Tipaza, il est prévu de réaliser plusieurs infrastructures à caractère socio-économique (hôpital, stations de pompage, stations d'épurations des eaux usées..) dans les communes de Sidi Amar, Bou Ismail, Tipaza, Damous, Sidi Ghilés, Nador et Koléa.

Le déclassement concerne, dans la wilaya de Béjaïa, deux parcelles à Oued Ghir, destinées à la réalisation d'un poste de détente de gaz et une station d'épurations des eaux usées, tandis que dans la wilaya de Bouira, un centre de télécommunication spatiale et une station d'épuration des eaux usées sont prévus au niveau de, respectivement, Ain Laloui et Lakhdaria.

A Tizi Ouzou, une parcelle est déclassée en vue de réaliser un projet de poste transformateur électrique 220/60 kv dans la commune de Sidi Naâmane.

Le déclassement comprend aussi trois parcelles à Medéa, destinées à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées dans les communes de Berrouaghia, un lycée et un collège à Tlatet Eddouaïr.

Dans la wilaya de M'sila, l'opération concerne deux parcelles à Ouled Sidi Brahim et Maarif, pour l'extension de l'aérodrome de Bousaâda (Ain Eddis).

S'agissant de la wilaya de Boumerdès, une parcelle à Corso est déclassée pour la réalisation d'un ouvrage de réception d'eau de mer et une extension de la station de dessalement d'eau de mer.

Au niveau de la wilaya de Mila, 13 parcelles ont été déclassées pour réaliser le dédoublement de la liaison entre l'autoroute Est-Ouest et chef-lieu de la wilaya avec contournement du barrage réservoir de Oued Athménia et un ouvrage d'art sur 16,2 Km (1ère tranche).

Dans la même wilaya, cinq autres parcelles ont été déclassées afin de réaliser une trémie et une station de pompage à Grarem Gouga, un projet de logement LPL à Ferddjouia ainsi qu'un hôpital à Téleghma.

S. N.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La Cosob et la CTRF coordonnent leurs actions

Afin de renforcer les efforts de l'Algérie dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) et la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) ont tenu une réunion en vue de coordonner leurs actions dans ce cadre.



Réunion de la COSOB et de la CTRF.

Parmi les objectifs de cette rencontre, les deux parties ont examiné les dispositions des nouveaux textes réglementaires et discuté de la mise en place des mécanismes de coopération conformes aux normes internationales, a indiqué la Cosob dans un communiqué rendu public mardi dernier.

Au cours de la réunion, les participants ont passé en revue les dispositions de la nouvelle loi n° 23-01 du 7 février 2023, axée sur la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. De plus, «les détails du décret exécutif n° 23-430 du 29 novembre 2023, fixant les conditions et modalités d'exercice par les autorités de régulation, de contrôle et/ou de surveillance de leurs missions dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, à l'égard des assujettis, ont été scrupuleusement examinés», a fait savoir la même source.

Un aspect crucial de la réunion a été la discussion sur «les mécanismes de renforcement de la coopération entre la Cosob et la CTRF dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, conformément aux normes internationales édictées par le Groupe d'action financière (Gafi) et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV)», a ajouté la même source.

Le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, a souligné que la réunion constituait une opportunité d'échange de points de vue et de renforcement de la coopération entre les deux instances, notamment dans les domaines liés à l'activité du marché des valeurs mobilières. Il a souligné la nécessité de se conformer aux normes internationales dans ces domaines.

De son côté, Mohamed Saoudia, président de la CTRF, a déclaré que cette réunion marque une étape importante dans le renforcement des efforts de l'Algérie en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et dans la mise en œuvre des recommandations issues du rapport d'évaluation mutuelle du Gafi pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

La réunion s'est conclue par «un accord historique sur plusieurs mesures visant à renforcer la coopération entre les deux organismes. Celles-ci comprennent l'établissement d'un mécanisme de communication permanent, la préparation d'un nouveau règlement pour la COSOB, lié à la lutte contre le blanchiment d'argent et spécifique aux acteurs du marché financier, ainsi que l'échange d'informations et de données liées aux risques de ces deux activités criminelles.

Il s'agit également d'organiser des séminaires et des ateliers conjoints de sensibilisation pour renforcer les capacités dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. «Ces mesures visent à renforcer la coordination entre les deux organismes et à améliorer l'efficacité de leurs efforts en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», a conclu le communiqué.

Pour rappel, le gouvernement a examiné, au mois de novembre dernier, quatre projets de décrets exécutifs, qui interviennent en application des dispositions de la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Présentés par le ministre de la Justice, lors d'une réunion du gouvernement, ces décrets viennent en application des dispositions de la loi 05-01 du 6 février 2005, modifiée et complétée. Ils portent sur la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité de suivi des sanctions internationales ciblées et la procédure de gel et/ou de saisie des fonds dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le financement du terrorisme et la prévention du financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Le 10 janvier dernier, les membres du Conseil de la nation ont adopté le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi. S'exprimant à l'issue du vote, M. Tabi a déclaré que l'adoption du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme «renforcera les mécanismes nationaux en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive».

Meriem Djouder

AIDE AUX ENTREPRISES PUBLIQUES EN DIFFICULTÉ

Ce sera «au cas par cas»

LE MINISTRE de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué que l'aide aux entreprises économiques publiques en difficulté se fera «au cas par cas» et «selon la spécificité de chaque activité». Le ministre Ali Aoun a affirmé que «les mesures prises précédemment pour aider certaines entreprises ont été étudiées en fonction de la situation de chaque société ou groupe industriel, individuellement, et de la même manière, les mesures nécessaires seront prises aujourd'hui». Dans une déclaration, lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya de Tipasa, mardi dernier, le ministre a souligné que ces mesures seront prises «au cas par cas et selon la spécificité de l'activité de chaque entreprise».

En outre, M. Aoun a confirmé que l'organisation actuelle de certaines entreprises ainsi que leur mode de fonctionnement ne leur permet pas de répondre aux besoins du marché et, par conséquent, de faire face aux difficultés.

A cette occasion, il a donné l'exemple de l'entreprise Ecorep, qui a connu une situation difficile et a réussi à la surmonter. Ce complexe public de construction et de réparation de navires à Bou Haroun a connu, selon lui, une reprise après la crise financière qu'il a surmontée ces dernières années grâce à un plan d'action efficace mis en place par ses dirigeants.

Le ministre a affirmé son engagement à poursuivre le soutien et l'aide au complexe Ecorep, qui «dispose de grandes capacités», exhortant les responsables à redoubler d'efforts car «ses produits ont une place garantie sur le marché local».

Pour rappel, l'investissement de cette entreprise s'élève à environ 1,4 milliard de dinars, selon les chiffres du ministère. Les produits d'Ecorep comprennent également la construction de navires allant jusqu'à plus de 42 mètres, destinés spécifiquement à la pêche maritime, à l'aquaculture, ainsi qu'aux services portuaires et au divertissement.

Il convient de noter que la construction de deux bateaux de divertissement de 16,5 mètres en fibre de verre renforcée a été achevée pour des investisseurs nationaux désirant investir dans le tourisme maritime. Les navires seront mis en service au cours du premier semestre 2024 dans la wilaya d'Alger. De plus, l'entreprise construit actuellement un bateau de pêche au thon de 42 mètres.

Rim Boukhari

FACE AUX MENACES SANITAIRES

La technologie à la rescousse de la vaccination

Le recours aux nouvelles technologies permet le développement rapide des vaccins contre les virus émergents qui représentent une véritable menace pour la santé mondiale. C'est ce qu'a déclaré, le Professeur Réda Djidjik, immunologue et doyen de la faculté de médecine.



Le professeur Réda Djidjik.

Intervenant à l'occasion d'une journée d'information et de débats autour de la thématique «la vaccination : un enjeu de santé publique», organisé par l'Institut National de Santé Publique (INSP) d'Alger, le Pr Djidjik a affirmé que «c'est seulement grâce à ces nouvelles technologies qu'on a réussi a développé rapidement le vaccin contre le Covid-19».

Il a aussi expliqué que l'évolution rapide des technologies thérapeutiques a révolutionné la lutte contre les nouvelles menaces virales, créant des opportunités cruciales pour le développement de vaccins.

Ces avancées technologiques ont permis une réponse rapide aux défis sanitaires mondiaux, marquant un tournant dans l'histoire de la vaccination, a-t-il souligné.

Ainsi, la pandémie de Covid-19 a illustré la capacité de ces nouvelles technologies à produire des vaccins efficaces en un temps record, a souligné l'immunologue. Deux grandes innovations émergent de ce progrès, en l'occurrence les vaccins à ARN messager et les vaccins vecteurs.

L'immunologue tient à rappeler que l'objectif essentiel de la vaccination reste l'instauration d'une immunité protectrice. Bien que dans certains cas, une immunité totale ne puisse pas être atteinte, les vaccins réduisent significativement les formes graves des maladies, comme observé avec la vaccination contre la Covid-19.

La protection individuelle s'étend également à une protection collective, soit l'immunité collective ou ce qui était auparavant immunité de groupe. De ce fait, atteindre cette immunité collective implique la vaccination d'un maximum de personnes. Il explique que contrairement aux infections naturelles, la vaccination offre un contrôle plus précis sur la réponse immunitaire, minimisant les risques de formes sévères de la maladie. Le Pr Djidjik a relevé que «sur le plan immunologique, la qualité, l'intensité et la durée de la réponse immunitaire sont cruciales». En ajoutant que la mémoire immunologique, bien que variable selon les vaccins, demeure un sujet de questionnement, notamment dans le contexte de la Covid-19.

Il convient de noter, que les vaccins à ARN messager sont actuellement l'un des développements les plus avancés en matière de vaccins.

Dans les faits, les vaccins traditionnels nécessitent souvent des années de développement et de tests, mais les vaccins à ARN messager peuvent être développés en quelques semaines en utilisant des techniques de laboratoire standard. Cela signifie qu'ils peuvent être produits en masse plus rapidement en cas d'urgence sanitaire, comme cela a été le cas dans le cas de la pandémie de Covid-19. En outre, selon les récentes études les vaccins à ARN messager sont très précis. Contrairement aux vaccins traditionnels qui contiennent souvent des gènes entiers du virus ou de la bactérie qui causent la maladie, alors que les vaccins à ARN messager ne contiennent que les instructions pour une seule protéine. Cela signifie qu'ils sont moins susceptibles de provoquer des réactions indésirables ou des effets secondaires graves. De plus, alors que les premiers vaccins de ce type ont été développés pour lutter contre le Covid-19, il a été prouvé que la technologie à ARN messager peut être utilisée pour lutter contre une variété d'autres maladies Concernant les vaccins à vecteur, également appelés vaccins à vecteur viral, ce sont des types de vaccins qui utilisent un autre virus pour délivrer une partie du virus ou de la bactérie cible. Le vecteur viral est généralement modifié de sorte qu'il ne soit plus nocif pour l'organisme, mais qu'il puisse encore délivrer la partie du virus cible sans provoquer de maladie. Les vaccins à vecteur ont plusieurs avantages par rapport aux vaccins traditionnels. Ils peuvent stimuler une réponse immunitaire plus forte et plus diversifiée, car ils sont capables de délivrer plusieurs parties du virus cible.

De plus, ils ont la capacité de délivrer la partie du virus cible directement dans les cellules, ce qui augmente l'efficacité du vaccin. Les vaccins à vecteur ont également été étudiés pour une utilisation dans la lutte contre le cancer. Plus précisément les vecteurs viraux peuvent être utilisés pour délivrer des thérapies géniques, où le matériel génétique est introduit dans les cellules pour traiter les cancers. Ces vaccins ont également la possibilité de stimuler les cellules immunitaires pour qu'elles ciblent les cellules cancéreuses.

Il convient de noter que de nouveaux vaccins continuent d'être développés et introduits dans le monde entier afin de protéger contre de nombreuses maladies potentiellement mortelles. Ainsi les vaccins jouent un rôle essentiel pour prévenir des maladies qui étaient auparavant incurables ou qui étaient responsables d'un grand nombre de décès.

Des maladies graves telles que la variole et la polio ont été éradiquées grâce à l'utilisation de vaccins. Ils sont aussi efficaces dans la prévention de maladies telles que la rougeole, la tuberculose et la diphtérie qui peuvent entraîner des complications graves telles que des pneumonies ou des méningites graves.

Les vaccins présentent également une valeur économique considérable. En prévenant les maladies infectieuses, les vaccins peuvent aider à éviter les coûts de soins médicaux coûteux pour les patients, les familles et les systèmes de santé.

Sihem Bounabi

PRÉVENTION DES MALADIES CARDIOVASCULAIRES

Appel à la mise en place d'unités de dépistage

LE PROFESSEUR Djamel-Eddine Nibouche, chef de service de cardiologie de l'hôpital d'Hussein-Dey, a soulevé hier la nécessité de renforcer la prévention contre les maladies cardiovasculaires en instaurant des unités de dépistage.

En Algérie, où les maladies cardiovasculaires représentent la principale cause de mortalité, selon le Pr Nibouche, le renforcement de la prévention par le biais du dépistage est la meilleure réponse contre cette situation préoccupante. Il a assuré que «plus les malades sont pris en charge au stade précoce de la maladie, à temps, plus cela augmente leurs chances de survie».

Intervenant sur les ondes de la radio algérienne, le spécialiste en cardiologie a annoncé que face à cette menace, le ministère de la Santé s'engage dans l'élaboration d'un «projet de loi-cadre de prévention contre les maladies cardiovasculaires». Ce projet, en phase avancée au niveau ministériel, se veut être une approche multisectorielle visant à lutter efficacement contre les facteurs de risque liés à ces maladies, a assuré le cardiologue.

Parmi les facteurs de risque de ces pathologies, le Pr Nibouche a cité le tabac, l'hypertension artérielle (HTA), le diabète et l'obésité. Il a également mis l'accent sur la nécessité de prendre en charge le stress, notamment en milieu professionnel.

Il a affirmé que dans plusieurs pays du monde, le stress est quantifié et inscrit comme risque professionnel, appelant à son inscription en tant que tel en Algérie. Selon lui, cette mesure permettrait au médecin du travail d'identifier les postes à stress élevé. Une fois que le facteur de stress est identifié, le médecin pourra proposer des solutions pour réduire les accidents professionnels. Il a également expliqué que le stress au travail impliquant des troubles cardio-respiratoires est souvent associé à des facteurs tels que l'insatisfaction, la surcharge du travail, la perte de motivation et la non-reconnaissance du travail. Concernant une prise en charge efficace des malades victimes de malaises cardiovasculaires, le professeur a insisté sur l'impératif du déploiement généralisé de défibrillateurs dans les principaux espaces publics, à l'instar des stades, des gares et des universités. Ce déploiement devrait être soutenu par des campagnes médiatiques. Celle-ci auront pour objectifs, d'une part, d'inculquer le fonctionnement des défibrillateurs et, d'autre part, de sensibiliser la population quant à l'importance de leur utilisation pour sauver des vies.

Le cardiologue a affirmé à ce sujet qu'il est très important d'intervenir dans un maximum de trois minutes dès qu'il y a une crise cardiaque afin d'éviter des séquelles lourdes ou, pire, la mort de l'individu.

En outre, il a préconisé le développement d'équipes d'intervention mobiles à travers tout le territoire national, composées d'urgentistes formés localement. Cette initiative nécessite une organisation spécifique des soins pré-hospitaliers, a souligné le professeur, plaidant pour une réflexion immédiate sur la création d'une organisation dédiée aux soins pré-hospitaliers malgré les défis potentiels. En ce qui concerne la prise en charge des maladies cardiovasculaires en Algérie, le Pr Nibouche a confirmé l'existence de structures spécialisées. Il a ainsi affirmé que le ministère de la Santé a investi massivement pour la création de centres hospitaliers dédiés aux maladies cardiovasculaires. Cependant, il a souligné «des déviations de leur objectif initial», perturbant leur fonctionnement. A titre d'exemple, il a cité deux hôpitaux où existent ces unités destinées à soigner spécifiquement les enfants atteints de maladies cardiaques, mais qui ont été déviées pour la prise en charge d'autres pathologies, changeant ainsi de vocation. Par conséquent, ces changements ont perturbé le fonctionnement de ces structures spécialisées. Il a estimé, de ce fait, que des efforts sont nécessaires pour maintenir la qualité de ces structures spécialisées afin d'améliorer la prise en charge des maladies cardiovasculaires, qui représentent un enjeu majeur de santé publique en Algérie.

S. B.

Indicateurs financiers de l'économie algérienne- taux de croissance, inflation, cotation du dinar, réserves de change 2001/2023 et les perspectives

Professeur des universités, expert international Dr Abderrahmane MEBTOUL



L'objet de cette présente contribution est de relater à partir des données officielles tant nationales qu' internationales en synthèse , l'évolution des indicateurs macro- financiers de l'Algérie de 2001 au 31/12/2023 et de tracer les perspectives, l'Algérie ayant d'importantes potentialités 1.- Quelle est l'évolution de l'inflation, de la cotation du dinar et des réserves de change entre 2001/2023(source FMI-Banque d'Algérie) ? L'évolution de l'indice des prix à la consommation se calcule par rapport à la période précédente : à titre d'exemple un taux d'inflation, de 7% en 2023 rapporté à un taux d'inflation de 10% en 2022 donne un taux cumulé de 18 pour cent. La raison essentielle de l'inflation dépend de plusieurs facteurs interdépendants : de facteurs externes avec le retour de l'inflation au niveau mondial, dont le prix international des produits importés. mais également de facteurs internes , de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et à la corruption via les surfacturations. L'évolution du taux d' inflation de la période de 2000 à décembre 2023 selon le site international financier Index Mundi a évolué ainsi : – 2000, 2,0% – 2001, 3,0% – 2002, 3,0% – 2003, 3,5% – 2004, 3,1% – 2005, 1,9% – 2006, 3,0% – 2007, 3,5% – 2008, 4,5% – 2009, 5,7%, – 2010, 5,0% – 2011, 4,5% – 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires) – 2013, 3,9% – 2014, 2,9% – 2015, 4,2% – 2016, 5,9% – 2017, 5,6% – 2018, 5,6% – 2019, 5,6%. – 2020, 2,4% - 2021 4,2%. - 2022 le taux d'inflation estimé en Algérie s'est établi à 9,3% selon le Fonds monétaire international (FMI), Au cours de la période d'observation de 1970 à 2022, le taux d'inflation moyen était de 8,8 % par an. Au total, la hausse des prix sur cette période a été de 6.969,61 %. Un article qui coûtait 100 Dinars en 1970 était donc facturé 7.069,61 Dinars début 2023. L'inflation reste forte en 2023, avec, en septembre 2023, une hausse des prix à la consommation évaluée à 10,32 % en glissement annuel, d'après les données de Trading International, 8,2% en octobre 2023 et .8,9% en décembre 2023. Concernant l'évolution de la cotation du dinar , nous avons l'évolution suivante :2001 - 77, 26 dinars 1 dollar et 69,20 dinars un 1 euro-2005-73,36 dinars 1 dollar et 91,32 dinars 1 euro-2010- 74,31 dinars 1 dollar et 103,49 dinars 1 euro- 2015- 100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro – 2016-100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro- 2018- 116,62 dinars 1 dollar et 137,69 dinars 1 euro- 2019- 119,36 dinars 1 dollar et 133,71 dinars 1 euro- 2020- 128,31 dinars 1 dollar et 161,85 dinars 1 euro- 2021134,03 dinars 1 dollar et 157,80 un euro – 2022- 140, 24 pour 1 dollar et 139,30, un dinar pour 1 euro. 29/12/2023 1434,113 dinar un dollar et 148,40 un euro- 01 janvier 2024 134,223 dinars un dollar et 147,31 dinars un euro et le 16 janvier 2024 134,4894 dinars un dollar et 146,8857 dinars un euro. Cette dévaluation du dinar a permis d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportation hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. Mais cette dépréciation du dinar officiel par rapport au dollar et à l'euro accélère la méfiance du citoyen vis-à-vis du dinar, amplifiant la sphère informelle, le Président de la république lors de sa rencontre avec la presse le 4 avril 2021, a indiqué que le chiffre oscillerait entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars entre 33 et 47% du PIB , soulignant des données contradictoires et un système d'information non fiable. Qu'en est -il des réserves de change qui tiennent la cotation du dinar officiel à plus de 70% en rappelant sue les réserves internationales d'un pays étant selon la définition du FMI, l'ensemble des disponibilités composant le portefeuille des actifs que sa Banque centrale détient (devises, or, droits de tirages spéciaux (DTS) : elles sont évolué ainsi de 2001 au 01 janvier 2024 :– 2001 : 17,9 milliards de dollars, – 2005 : 56,2 milliards de dollars, – 2010 : 162,2 milliards de dollars, – 2011 : 175,6 milliards de dollars, – 2012 : 190,6 milliards de dollars, – 2013 : 194,0 milliards de dollars, – 2014 : 178,9 milliards de dollars, – 2015 : 144,1 milliards de dollars, – 2016 : 114,1 milliards de dollars, – 2017 : 97,33 milliards de dollars, – 2018 : 79,88 milliards de dollars, – 2019 : 62 milliards de dollars, – 2020 : 44,2 milliards de dollars, – 2021 : 47 milliards de dollars, – 2022 : 61 milliards de dollars, – 2023 : 73 milliards de dollars et environ 85 avec les réserves d'or de 173 tonnes . Sur le marché parallèle le dinar algérien est étant coté le 16 janvier 2023 l'euro s'échange à 239 dinars à la vente et 238 dinars à l'achat, un niveau jamais atteint , le dollar américain, à 216 dinars à l'achat et 218 dinars à la vente, la livre sterling, à 268 dinars à l'achat et 270 dinars à la vente et le dollar canadien 157 dinars à l'achat et 159 dinars à la vente. Il sera difficile de combler l'écart avec le marché parallèle pour la simple raison que l'allocation de devises pour les ménages est dérisoire, la sphère informelle suppléant à la faiblesse de l'offre et par ailleurs bon nombre d'entreprises du fait de la faiblesse de l'allocation devises pour éviter la rupture d'approvisionnement iront au niveau de cette sphère. Les bureaux de change dont le décret remonte à 1995 avec d'autres modalités juridiques en 2023 et qui devait être installées fin 2023 afin de limiter le cours sur le marché parallèle n'ont pas encore vu le jour.

2.- Les raisons de inflation et de l'écart du cours du dinar officiel et celui du marché parallèle sont au nombre de sept facteurs. Premièrement, par la faiblesse de la production et la productivité, l'injection de monnaie sans contreparties productives engendrant le niveau de l'inflation, encore que comparé à bon nombre de pays dans le monde, le taux de croissance est positif selon le FMI grâce aux cours des hydrocarbures où après un rebond significatif de 3,4 % en 2021, l'activité économique s'est maintenue à un taux de croissance de 3,2 % en 2022, devant se maintenir à 3,1 % en 2023, avant de ralentir à 2,1% en 2024. Selon la majorité des experts, il faut un taux de croissance sur plusieurs années de 8/9% pour absorber el flux additionnel de demande d'emplois entre 350.000/400.000/an qui s'ajoute au taux de chômage actuel évalué par le Fmi en 2023 à environ 14%, des emplois créateur de valeur ajoutée et non des emplois rente ou dans l'administration. L'Algérie, selon le FMI, fonctionne, entre budget de fonctionnement et d'équipement, à plus de 137 dollars en 2021 et entre 145/ 150 dollars le baril pour 2022/2023/ 2024, malgré toutes les restrictions qui ont paralysé l'appareil de production avec des impacts inflationnistes et une population en croissance accéléré qui dépasse 46 millions en janvier 2024 avec une population active de plus de 13 millions; deuxièmement, par la diminution de l'offre du fait que la crise mondiale, combinée avec le décès de nombreux retraités algériens, a largement épongé l'épargne de l'émigration. Cette baisse de l'offre de devises a été contrebalancée par les fortunes acquises régulièrement ou irrégulièrement par la communauté algérienne localement et à l'étranger qui font transiter irrégulièrement ou régulièrement des devises en Algérie, montrant clairement que le marché parallèle de devises est bien plus important que l'épargne de l'émigration ; troisièmement, la demande provient de simples citoyens qui voyagent : touristes, ceux qui se soignent à l'étranger et les hadjis) du fait de la faiblesse de l'allocation devises dérisoire. Mais ce sont les agences de voyages qui, à défaut de bénéficier du droit au change, recourent elles aussi aux devises du marché noir étant importateurs de services. Majoritairement elles exportent des devises au lieu d'en importer comme le voudrait la logique touristique comme en Turquie, au Maroc ou en Tunisie ; quatrièmement , la forte demande qui provient de la sphère informelle avec une intermédiation financière informelle loin des circuits étatiques, expliquant le résultat mitigé de la mesure d'intégrer ce capital argent au sein de la sphère réelle. Pour lutter contre l'extension de la sphère informelle, le gouvernement veut accélérer la numérisation des paiements et s'orienter vers l'adoption d'une forme numérique de monnaie dont elle assurera l'émission, la gestion et le contrôle sous le nom de dinar numérique algérien.

A SUIVRE

ÉTATS-UNIS

Trump s'offre la primaire républicaine du New Hampshire

L'archi-favori de la droite américaine Donald Trump a remporté le 23 janvier au soir la primaire républicaine dans le New Hampshire face à sa rivale Nikki Haley, se rapprochant un peu plus de l'investiture et d'un match retour contre Joe Biden à la présidentielle de novembre.



Une nouvelle victoire pour Donald Trump, dans le New Hampshire cette fois. L'ancien président américain devance d'environ 11 points son adversaire, après le dépouillement de près de 90% des bulletins dans cette primaire républicaine. Si elle a aussitôt félicité l'ancien locataire de la Maison Blanche (2017-2021) pour sa victoire dans ce petit État du Nord-Est où elle a fait bonne figure grâce à ses nombreux partisans, Nikki Haley a affirmé que la course était «loin d'être terminée». Et elle a averti son camp républicain qu'«une investiture de Trump serait une victoire pour Biden» le 5 novembre prochain. Depuis sa défaite en novembre 2020, qu'il n'a jamais reconnue face au président Biden et alors qu'il fait face cette année à quatre procès au pénal, Donald Trump est déterminé à prendre sa revanche sur son rival démocrate. Dans un discours de «victoire», le magnat de l'immobilier qui a bouleversé en dix ans la démocratie américaine, a de nouveau moqué son unique concurrente qu'il a pressée de se retirer. À 77 ans, il s'en est pris une nouvelle fois au président Biden, 81 ans, «le pire de l'histoire» des États-Unis, «un pays en déclin et défaillant». L'équipe de la campagne Biden a reconnu qu'avec sa victoire dans le New Hampshire, Donald Trump avait «quasiment verrouillé l'investiture par le Parti républicain». De fait, «il s'agit maintenant d'une course à deux entre Trump et Biden», a résumé pour l'AFP l'analyste Keith Nahigian, ancien de l'équipe de l'homme d'affaires. «Relativement bon pour Nikki Haley» «Biden va être balayé, il est fini», lance un électeur trumpiste de New York, Luis Ferre, 72 ans, venu spécialement soutenir son candidat dans le New Hampshire. Pour affronter Joe Biden le 5 novembre, il faudra que Donald Trump soit investi cet été par la convention de son parti, au terme de toutes les primaires dans les États américains face à Nikki Haley, si elle se maintient. Le magnat avait déjà emporté haut la main la première primaire dans l'Iowa le 15 janvier et, par le passé, tous les candidats qui ont remporté les deux premiers votes ont été investis par le parti. Les primaires du New Hampshire ont connu une «participation très forte», selon les autorités locales. Le ralliement à Donald Trump ce week-end du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, un temps considéré comme son principal rival républicain, a ramené le trio de tête à un duel. Si la bataille est très inégale, l'analyste politique Aron Salomon a reconnu auprès de l'AFP que ce fut «un mardi soir relativement bon pour les partisans de Nikki Haley», laquelle tente de rallier les républicains modérés et les indépendants. L'ancienne gouverneure de Caroline du Sud, État qui votera ses primaires républicaines le 24 février, reproche à l'ancien président de charrier le «chaos», allusion aux multiples poursuites pénales notamment pour tentatives illicites d'inverser les résultats de la présidentielle de 2020. Ces derniers jours, Nikki Haley s'est également interrogée sur ses capacités cognitives «déclinantes» après des propos dans lesquels Donald Trump semblait la confondre avec l'ex-présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. Un comble pour Donald Trump, qui se gausse à l'envi de Joe Biden, de son âge et de ses bourdes, imitant même pendant ses meetings sa démarche parfois hésitante. Côté démocrate, Joe Biden a lui aussi remporté la primaire démocrate dans le New Hampshire. L'hôte de la Maison Blanche était en campagne en Virginie, près de Washington, avec sa vice-présidente Kamala Harris, sur le thème du droit à l'avortement, accusant Donald Trump de vouloir «à tout prix» le restreindre toujours plus. Et après l'annonce de la victoire de son rival, Joe Biden a averti que la démocratie était «en jeu», autre grand argument de campagne du président. Le New Hampshire ne représente que 22 délégués, sur 1 215 nécessaires pour être officiellement désigné candidat républicain. Mais par rapport à des États plus conservateurs, il donne une meilleure indication d'un possible succès électoral national et des primaires suivantes, notamment le «Super Tuesday» du 5 mars.

R. I.

ALLEMAGNE

Les conducteurs de trains lancent une grève

LES CONDUCTEURS de trains ont donné le coup d'envoi de la plus longue grève dans les chemins de fer allemands. Elle va paralyser le trafic durant six jours et sans doute coûter des centaines de millions d'euros à la première économie européenne. Après les agriculteurs, les conducteurs de trains. Ces derniers ont lancé une grève, provoquée par un conflit sur les salaires et le temps de travail, qui a commencé ce 24 janvier à 2h dans le transport de voyageurs et dès la veille au soir pour le fret. Le mouvement doit prendre fin le 29 janvier à 18h. Le ministre des Transports Volker Wissing l'a qualifiée de «destructrice» alors que l'Allemagne, où le PIB s'est contracté de 0,3% l'an dernier, se fait distancer dans la compétition internationale. Selon la Deutsche Bahn (DB), il s'agira de la plus longue grève des conducteurs de trains en Allemagne, battant un précédent record de mai 2015. C'est la quatrième grève depuis novembre 2023, sur fond de négociations bloquées entre la DB et le syndicat GDL des conducteurs de locomotives. Cette action prolongée «est aussi une grève contre l'économie allemande», a déclaré la porte-parole de la DB, Anja Bröker, mettant en garde contre l'impact sur les chaînes d'approvisionnement. Si l'opérateur ferroviaire veut s'efforcer de garantir les livraisons aux centrales électriques et aux raffineries, des perturbations dans l'approvisionnement des usines automobiles, chimiques ou sidérurgiques ne sont pas exclues. Avec six corridors de fret ferroviaire européens, l'Allemagne est une plaque tournante du trafic de marchandises et DB Cargo, filiale fret de la DB, exploite environ 20 000 trains par semaine desservant une grande partie du continent. «Même après la fin d'une grève, il faudra plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour que le réseau européen soit opérationnel», selon l'évaluation de la DB. «Une grève nationale d'une journée dans les chemins de fer peut coûter jusqu'à 100 millions d'euros par jour» à la production économique allemande, estime l'économiste Michael Grömling, de l'institut IW Cologne, proche du patronat. Multiplication des conflits sociaux Cette paralysie ferroviaire survient dans un contexte déjà tendu pour le secteur logistique en raison des ralentissements et des surcoûts dans le transport maritime de marchandises engendrés par le contournement de la mer Rouge, au cœur d'une crise sécuritaire. «Dans des cas extrêmes, le coût de cette grève pourrait atteindre un milliard d'euros», avance M. Grömling. Pour le groupe Deutsche Bahn, chaque journée de grève entraîne des coûts chiffrables en dizaines de millions d'euros, a indiqué une porte-parole à l'AFP. La compagnie assure avoir «fait des concessions» et une dernière offre «généreuse allant jusqu'à 13%» de hausses de salaires avec une possibilité de baisse du temps de travail. La longue grève qui démarre est «proportionnée, légale et permise» selon les tribunaux qui ont examiné cette question, a soutenu ce 24 janvier le président du syndicat des conducteurs de train GDL, Claus Weselsky, sur la chaîne publique ZDF. Face à une direction DB «réticente à discuter», il convient donc de «frapper plus longtemps et plus fort», a asséné le chef du syndicat minoritaire au sein de la compagnie de quelque 211 000 salariés. GDL revendique des hausses de salaires pour compenser l'inflation et un passage à la semaine de 35 heures sur quatre jours, contre 38 heures hebdomadaires actuellement. La dernière offre de la compagnie publique porte sur 37 heures hebdomadaires pour le même salaire, ou bien une augmentation de salaire supplémentaire de 2,7% pour ceux qui garderaient le même volume horaire. Deutsche Bahn avait mis fin cet été à un conflit social lancé par le syndicat majoritaire EVG, qui représente 180 000 agents. L'Allemagne, réputée pour la qualité du dialogue social, voit se multiplier des conflits sociaux. D'importantes branches professionnelles de l'industrie et des services ont mené des négociations salariales tendues dans un contexte d'inflation grignotant le pouvoir d'achat des salariés. Ces mouvements sociaux fragilisent aussi la coalition gouvernementale du chancelier social-démocrate Olaf Scholz, aux prises avec une impopularité record.

R. I.

LE CHU DE CONSTANTINE

Réactivation de l'unité d'hospitalisation à domicile

A L'ARRÊT depuis environ 3 ans, l'unité d'hospitalisation à domicile du centre hospitalo-universitaire CHU de Constantine a été récemment réactivée. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, Ahcène Berania, a- directeur de l'établissement.

En effet, cette unité de soins à domicile a repris de l'activité récemment, ce qui va permettre d'améliorer la prise en charge des malades bénéficiant d'une hospitalisation à domicile, a déclaré le même responsable.

L'unité d'hospitalisation à domicile relevant du service de médecine interne du CHU de Constantine assurera des soins médicaux et paramédicaux au profit des malades concernés, a précisé le même responsable, affirmant que tous les moyens humains et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour assurer des prestations sanitaires de qualité.

En outre, le même responsable, a fait savoir, que les équipes médicales et paramédicales interviendront selon un planning qui prend en considération l'état de santé du malade, ses conditions sociales et aussi l'avis des médecins traitants.

Mettant l'accent sur l'importance de cette forme de soins dans la promotion des indices de développement du service public dans le domaine de la santé la même source a rappelé que les prestations de l'unité d'hospitalisation à domicile du CHU de Constantine se sont interrompues durant la période de l'apparition de la pandémie Covid 19 avant d'être relancées suite à des efforts déployés par cet établissement hospitalier pour relancer l'activité de ce service d'hospitalisation.

R. R.

ILLIZI

Caravane d'aides au profit des zones frontalières

UNE CARAVANE de solidarité au profit des populations des zones frontalières a été lancée, mardi depuis la wilaya d'Illizi. Ce convoi qui devra acheminer un lot de 1.000 colis est organisé sur l'initiative du Croissant rouge algérien (CRA), a indiqué un communiqué de cette organisation.

Lancée depuis le siège de la wilaya par la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui, en présence des autorités locales, cette caravane devra acheminer un lot de 1.000 colis de denrées alimentaires de large consommation et des équipements médicaux, selon la même source.

Mettant à profit cette visite dans la région, la présidente du Croissant rouge algérien a procédé également à la remise des équipements médicaux nécessaires au bloc opératoire à l'Etablissement public hospitalier « EPH-Targui Wantimidhi » d'Illizi, ainsi que d'autres produits et articles de même nature à la salle des soins « Défunt Moudjahid Belali Ghali » de la région Tin-Tourha, (commune d'Illizi).

En outre, selon la même source, Mme Hamlaoui a également donné le coup d'envoi d'autre caravane d'équipements et de produits médicaux pour la salle des soins de la zone reculée de TFT (Tin-Foué-Tabenkourt), (commune de Bordj Omar Driss).

Outre la dotation de la wilaya, au titre de ces actions de solidarité, d'une clinique mobile et d'une cuisine ambulante, Mme Hamlaoui a inspecté le siège d'un atelier de couture et de mercerie devant employer plus de 66 veuves de la région.

Auparavant, la présidente du Croissant rouge algérien a présidé, en présence des autorités locales, la cérémonie d'installation du comité transitoire provisoire chargé de la gestion des affaires du CRA à Illizi, à sa tête Ahmed Hamidet. **R.R**

KHENCHELA

Mise en service de la ligne de chemin de fer prochainement

La ligne de chemin de fer reliant les villes de Khenchela et d'Ain Beïda, dans la wilaya de Oum El Bouaghi devrait être mise en service « au cours du 1er trimestre 2024 ». C'est ce qu'a déclaré, le wali de Khenchela, Youcef Mahiout, avant-hier, lors d'une inspection de l'avancement des travaux de la gare ferroviaire d'El Hamma.



Dans ce sens, le chef de l'exécutif local a indiqué, au cours d'un point de presse, avoir « reçu des assurances de la part des entreprises chargées de la réalisation de la ligne Khenchela-Ain Beïda, qui se sont engagées à livrer le projet au cours du premier trimestre de cette année ».

L'opération de pose des rails sur un linéaire de 51 km venant d'être achevée, des essais sont actuellement menés sur la voie en prévision de la livraison et de l'ouverture de la ligne « avant mars prochain », a souligné M. Mahiout, saluant les efforts déployés par les entreprises publiques chargées du projet qui ont « mobilisé tous les moyens humains et matériels pour relever le défi et réduire le délai d'environ 3 mois ».

Le wali a également demandé la tenue d'une réunion de coordination, dès jeudi prochain, à laquelle devront participer le chef du projet, un représentant de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), les directeurs des Ressources en eau, de l'Energie, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz et d'Algérie Télécom afin de « prendre les dispositions nécessaires en vue du raccordement, dans les plus brefs délais, de la gare d'El Hamma aux différents réseaux ».

Le projet de la ligne ferroviaire Khenchela-Ain Beïda a été inscrit au titre du programme de développement complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela.

Par ailleurs, il a été rappelé que ce programme, a été doté d'une enveloppe financière de 51 milliards de dinars.

R.R

SAISON AGRICOLE À AIN DEFLA

Plus de 300.000 quintaux d'agrumes attendus

AU TITRE de la saison agricole 2023/2024, une production prévisionnelle de plus de 300.000 quintaux d'agrumes est attendue dans la wilaya d'Ain Defla. C'est ce qu'a fait savoir, avant-hier, la direction des services agricoles (DSA). A ce titre, M'hamed Makrachi, chef de service l'organisation de la production et de l'appui technique (SOPAT) à la DSA, que le secteur agricole à Ain Defla table sur une production prévisionnelle des agrumes de près de 306.190 quintaux durant la saison 2023/2024, pour un rendement moyen de 176 quintaux à l'hectare. En outre, le même responsable a ajouté que la superficie de 193 hectares a été récoltée depuis le début de la campagne de cueillette et ce jusqu'à la journée du 22 janvier en cours, avec une production de plus de 140.000 quintaux de toutes variétés d'agrumes, soulignant que le taux d'avancement de récolte était d'environ 44 %.



Il a fait savoir que la superficie des vergers d'orangers entrés en production à travers la wilaya était de 1.700 hectares répartis sur plusieurs communes, considérant que la récolte d'agrumes à Ain Defla réalisée durant l'actuelle saison est «bonne» comparativement aux campagnes précédentes.

Quant à la récolte des agrumes à Ain Defla au cours des quatre dernières saisons, la DSA a réalisé près de 241.100 qx durant la saison 2029/2020, 277.160 qx pour la saison agricole 2020/2021 et une production de plus de 280.000 qx et 249.000 qx durant les deux saisons agricoles suivantes, a indiqué la cheffe de service des statistiques agricoles et des comptes économiques à la DSA, Asma Nasri.

La superficie des vergers a également été augmentée de plus de 700 hectares durant les quatre dernières saisons à Ain Defla en passant de 2.068 hectares en 2019 à une superficie de 2.785 ha durant la saison 2022/2023, a noté la même responsable.

R.R

IL ÉTAIT LIÉ À L'ALGÉRIE

Décès de l'historien Hartmut Elsenhans

Il émargera à jamais au rang des historiens prestigieux qui, par la qualité de leurs travaux originaux et la richesse de leurs informations, ont cultivé avec brio le savoir académique sur la guerre d'indépendance algérienne. Le professeur allemand Hartmut Elsenhans vient de tirer sa révérence à la suite d'une longue maladie. Il avait 83 ans.



C'est la revue « NAQD » fondée et dirigée par l'historien Daho Djerbal qui l'a annoncé sur les réseaux sociaux. Les chemins de Hartmut Elsenhans et de Daho Djerbal se sont rencontrés en de multiples occasions sur le front de la recherche et la plume historienne de l'Allemand était très prisée par le comité éditorial de la revue algérienne d'Études et de Critique sociale.

Du reste, à quelques jours avant son décès, Hartmut Elsenhans — bien que soufrant — promettait à Daho Djerbal un article avec la qualité et la pertinence qui ont toujours été les siennes : une ''analyse systématique des sondages d'opinion de l'IFOP'', enquêtes réalisées durant la guerre qui démontrent, indicateurs et motivations à l'appui, ''le refus de la majorité des Français d'accepter l'intégration et l'assimilation des Algériens dans la constitution française'', précise « NAQD » dans un émouvant texte nécrologique.

''La revue NAQD tient à rendre hommage à l'historien, au politologue et à l'économiste allemand ami de l'Algérie. L'auteur et académicien éminent a consacré la plus importante partie de sa longue carrière à des travaux de recherche et à des publications sur la lutte de libération de l'Algérie colonisée ainsi qu'aux politiques de développement des gouvernements successifs menées depuis l'indépendance du pays''.

Né en octobre 1941 à Stuttgart, Hartmut Elsenhans a bouclé, en 1967, un premier parcours universitaire avec un diplôme en sciences politiques à la Freie Universität (Université Libre) de Berlin. Il poursuit son cycle d'études supérieures à Paris sous la direction de l'historien et politologue franco-allemand Alfred Grosser.

Le professeur était liée à l'Algérie par une ''relation exceptionnelle'', selon le professeur Rachid Ouaissa qui l'avait connu à l'université publique de Marbourg (Allemagne). En 2018, pour les besoins d'un numéro spécial « Guerre de libération et voie algérienne de développement », la revue « NAQD » avait invité Rachid Ouaissa à portraiturer Hartmut Elsenhans et raconter — par le menu détail — ses rapports avec l'Algérie contemporaine.

ATROCITÉS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Parlant de son collègue en connaissance de cause, Rachid Ouaissa y évoque le séjour du jeune Hartmut dans une famille parisienne pro ''Algérie française''. C'était en 1959 dans le cadre d'échange scolaire. ''Il garda en mémoire les discussions des dîners de dimanche de cette petite bourgeoisie française.

Le jeune allemand de 17 ans, dont la famille a été marquée par les atrocités de la Deuxième Guerre mondiale, se rendit compte des rôles similaires de la petite bourgeoisie comme cheval de bataille du colonialisme et du Nazisme'', précise Rachid Ouaissa qui dirige le département de Politique Moyen-orientale au Centre d'Etudes sur le Moyen Orient (université de Marbourg et officie comme co-directeur au Centre Merian des Études Avancées au Maghreb (Tunis).

Hartmut Elsenhans a mis à profit son cycle d'études supérieures à Paris (1967-1970) sous la tutelle pédagogique d'Alfred Grosser pour multiplier les interviews avec beaucoup d'acteurs politiques, civils et militaires français. Selon Rachid Ouaissa, cette moisson avait servi ''de base empirique'' pour sa thèse de doctorat intitulée : « Frankreichs Algerienkrieg 1954-1962. Entkolonisierungsversuch einer kapitalistischen Metropole. Zum Zusammenbruch der Kolonialreiche » ou « La guerre française en Algérie. Essai de décolonisation d'une métropole capitaliste. Sur l'écroulement des empires coloniaux''. Publiée en 1974 à Munich (Allemagne de l'Ouest avant la réunification), la thèse a attendu 26 ans avant d'être traduite en français et mise à la disposition d'un lectorat francophone.

Économiste de formation, enseignant à la Sorbonne et fondateur des Éditions Publisud, Abdelkader Sid Ahmed a choisi de le faire en dépit du volume du manuscrit (1071 pages).

À peine sorti en librairie sous le titre de « La guerre d'Algérie 1954-1962 » (sous titré « La transition d'une France à l'autre. Le passage de la IVe à la Ve République »), le livre à été salué par la critique et la communauté historienne à coup de superlatifs. Doyen des historiens à pied d'œuvre dans le registre de la guerre d'Algérie et référence en la matière, le professeur Charles-Robert Ageron a fait valoir une ''source historique exceptionnelle''. En achevant la lecture du volumineux ouvrage avec ses yeux de professeur exigeant, Ageron l'a recommandé aux ''chercheurs avertis'' et attiré leur attention sur sa qualité en terme de savoir académique : ''un livre d'une ampleur exceptionnelle'', qui plus est introduit par ''la lumineuse préface de Gilbert Meynier''.

UN LIVRE OCCULTÉ EN FRANCE

Organisateur, en 2006, d'un mémorable colloque — « Pour une histoire critique et citoyenne Le cas de l'histoire franco-algérienne » — sous la bannière de l'École normale supérieure de Lyon, Gilbert Meynier avait profité de cette tribune académique — 83 historiens conférenciers au rang desquels Ageron et Elsenhans — pour saluer le travail de ce dernier.

''Il n'est jamais trop tard pour signaler un grand livre, même si celui-ci a été publié en français à Paris il y a un peu plus de cinq ans. Si l'on se doit d'en parler aujourd'hui un peu longuement, c'est pour rendre justice à un ouvrage qui aurait dû faire la une du Monde des livres, ou, à défaut, au moins des périodiques spécialisés.

Or, il n'en a rien été. Ce livre, scandaleusement, n'a pratiquement pas été signalé en France alors que tout le monde connaît Hartmut Elsenhans non seulement en Allemagne, mais dans le monde anglo-saxon ou encore en Inde et au Pakistan : la guerre de 1954-1962 serait-elle le monopole et des Français et des Algériens ? Ou bien le fait de n'être pas introduit dans le PAP (Paysage audiovisuel parisien) serait-il, à l'heure de l'Europe, dans notre république chauvine et jacobine, encore, un obstacle insurmontable ? (…) Il aura fallu attendre vingt-cinq ans pour qu'il soit traduit et proposé au public francophone, et encore parce que l'auteur a largement dû mettre de sa poche pour financer la traduction''.

Dans son hommage, la revue « NAQD » pointe cette indifférence française et également algérienne : ''L'approche qui traverse l'œuvre du professeur Elsenhans a rencontré pendant longtemps une sorte de conspiration du silence dans les milieux académiques français ainsi que dans ceux des intellectuels algériens, de gauche comme de droite.

La série de questions qu'Hartmut Elsenhans pose nous éclaire sur cette approche « non conventionnelle » d'aborder la relation France-Algérie au regard des plans stratégiques français et des tentatives d'adaptation de la partie algérienne du temps colonial au post-colonial''. Le professeur allemand ne s'est pas contenté d'écrire sur la seule guerre d'indépendance algérienne.

Dans ses essais d'économie politique consacrés à la politique de développement de l'Algérie indépendante, ''son regard critique n'a pas toujours rencontré une bienveillante attention. Loin s'en faut'', note « NAQD ». Et la revue de préciser : ''Pour ce qui est des choix économiques des premiers gouvernements du pays, l'auteur met l'accent sur les tendances bureaucratiques autoritaires puis sur le glissement vers une économie de rente et la formation d'une classe-Etat capitaliste rentière''.

Désireux de partager son savoir académique avec l'Algérie et les Algériens, le professeur Hartmut Elsenhans intervenait régulièrement sous forme de contributions avec les « Cahiers du CREAD », « Insaniyat » (la revue du CRASC) et « NAQD ». Au gré des colloques et des conferences, il avait également séjourné à plusieurs en Algérie. En 2012, il était au rang des participants à un colloque. Il avait présenté une ''synthèse de sa vision personnelle du conflit''.

La teneur de sa communication n'a pas échappé à l'historien français Guy Pervillé qui s'en est emparé pour saluer — a posteriori — le travail du natif de Stuttgart. ''Alors qu'en France, la plupart des historiens encore impossible (en 1974) d'étudier scientifiquement un grand conflit moins de cinquante ans après sa fin, Hartmut Elsenhans avait donné un remarquable exemple d'histoire immédiate ou presque immédiate, fondée sur l'exploitation d'une bibliographie de livres et de livres presque exhaustive, et sur des entretiens avec de nombreux acteurs des événements (…)

Sa thèse monumentale démontre, non seulement la puissance de travail exceptionnelle de son auteur, mais aussi un engagement personnel qu'il convient de définir. Hartmut Elsenhans se veut impartial dans la prise en compte de toutes les sources sans exclusive, mais aussi engagé dans ses interprétations, fortement marquées par un économisme marxiste''.

Raouf S.

ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE FÉMININE (U17) :

La sélection algérienne en stage à Sidi Moussa

LA SÉLECTION nationale féminine de football des moins de 17 ans sera en stage à partir du 26 janvier au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en prévision de sa double confrontation face au Bénin comptant pour le 2ème tour des éliminatoires de la Coupe du Monde féminine U17 de 2024, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi. Pour se faire, la sélectionneuse nationale, Mme Wahiba Rahal, a retenu 21 joueuses. Le stage débutera avec un premier groupe composé de joueuses locales, avant l'arrivée de celles évoluant à l'étranger à partir du dimanche 28 janvier 2024, précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Il est utile de souligner que l'équipe nationale s'envolera le 1er février au Bénin pour affronter la sélection de ce pays le 4 du même mois à 14h00 (heure algérienne) au stade de Porto Novo, alors que la manche-retour est prévue le vendredi 9 février à 17h00 au stade du 5 juillet 1962 d'Alger.

COUPE D'ASIE : LA PALESTINE BAT HONG KONG ET SE QUALIFIE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 1/8 DE FINALE

LA SÉLECTION palestinienne de football s'est imposée devant son homologue de Hong-Kong 3-0, mardi à Doha en match de groupe de la Coupe d'Asie des nations et jouera pour la première fois de son histoire les huitièmes de finale de la compétition. Avec une seule victoire, la première en phase finale de coupe d'Asie, la sélection palestinienne ne termine pas dans les deux premiers de leur groupe, mais se qualifie en se plaçant parmi les quatre meilleurs troisièmes de poule. Oday Dabbagh a réussi un doublé et Zeid Qunbar a marqué le deuxième but pour les Palestiniens¨qui avaient préparé cette compétition en Algérie en effectuant un stage à Annaba.

ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE FÉMININE (U17) : LA SÉLECTION ALGÉRIENNE EN STAGE À SIDI MOUSSA

LA SÉLECTION nationale féminine de football des moins de 17 ans sera en stage à partir du 26 janvier au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en prévision de sa double confrontation face au Bénin comptant pour le 2ème tour des éliminatoires de la Coupe du Monde féminine U17 de 2024, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi. Pour se faire, la sélectionneuse nationale, Mme Wahiba Rahal, a retenu 21 joueuses. Le stage débutera avec un premier groupe composé de joueuses locales, avant l'arrivée de celles évoluant à l'étranger à partir du dimanche 28 janvier 2024, précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Il est utile de souligner que l'équipe nationale s'envolera le 1er février au Bénin pour affronter la sélection de ce pays le 4 du même mois à 14h00 (heure algérienne) au stade de Porto Novo, alors que la manche-retour est prévue le vendredi 9 février à 17h00 au stade du 5 juillet 1962 d'Alger.

LIGUE 1 MOBILIS (MISE À JOUR - 8e J)

L'USM Alger s'invite à la deuxième place

L'USM Alger a réalisé une belle opération en se hissant à la deuxième place du Championnat de Ligue 1 «Mobilis» de football, suite à sa victoire devant l'ES Ben Aknoun (2-1), alors que le CR Belouizdad (tenant) et la JS Kabylie ont fait match nul (0-0), respectivement, face à l'US Biskra et le MC El-Bayadh, en matchs comptant pour la mise à jour du calendrier, disputés mardi.

L'USM Alger a obtenu cette précieuse victoire, grâce aux buts inscrits par Bacha (47e) et Belkacemi (89e), alors que Deghmani (83e) avait égalisé pour Ben Aknoun. A la faveur de ce cinquième succès consécutif, l'USM Alger (23 pts) qui compte encore un match en retard contre le CS Constantine, remonte provisoirement à la deuxième place du classement aux côtés l'USM Khenchela et le Paradou AC, alors que l'ES Ben Aknoun (09 pts) occupe le 14e rang avec le MC Oran. Pour sa part, le CR Belouizdad (5e, 22 pts) qui compte encore deux matchs en retard, a raté l'occasion de réduire l'écart sur le MC Alger leader avec 33 points, tout comme la JS Kabylie qui reste scotchée à la 9e place avec 19 pts. L'US Biskra (18 pts) et le MC El-Bayadh (17 pts) occupent, respectivement, les 9e et 10e rangs.

Rencontres de mise à jour :
8e journée :
ES Ben-Aknoun - USM Alger (1-2)
8e journée :
US Biskra - CR Belouizdad (0-0)
11e journée :
JS Kabylie - MC El-Bayadh (0-0)



Classement :	Pts	J
1). MC Alger	33	14
2). USM Alger	23	13
—). USM Khenchela	23	14
—). Paradou AC	23	14
5). CR Belouizdad	22	12
—). JS Saoura	22	14
7). CS Constantine	21	13
—). ES Sétif	21	14
9). JS Kabylie	19	14
10). US Biskra	18	14
11). MC El Bayadh	17	13
—). NC Magra	17	14
15). ASO Chlef	16	14
14). MC Oran	09	13
—). ES Ben Aknoun	09	14
16). US Souf	04	14.

La LFP apporte quelques modifications au programme

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a apporté quelques modifications au programme initial du championnat de Ligue 1 Mobilis en raison de l'indisponibilité du stade Nelson Mandela de Baraki pour accueillir les rencontres désignées précédemment. Voici les changements apportés au programme :

15ème journée : la rencontre CR Belouizdad – JS Saoura programmée initialement le samedi 27 janvier 2024 au stade Nelson Mandela aura lieu le même jour et à la même heure au stade du 5 Juillet 1962.

15ème journée : la rencontre USM Alger-NC Magra programmée initialement le samedi 27 janvier 2024 est décalée au dimanche 28 janvier à 18h00 au stade du 5 Juillet 1962.

9ème journée : le match retard USM Alger - CS Constantine programmée initialement le mardi 30 janvier 2024 est décalé au mercredi 31 janvier à 18h00 au stade du 5 Juillet 1962. Par ailleurs, le match des 32es de finale de la Coupe d'Algérie US Boukhedra – USM Alger prévu le samedi 3 février 2024, sera décalé au dimanche 4 février au stade Abdelkader Chabou d'Annaba.

MATCHS DU WEEK-END
Vendredi 26 Janvier :
15 :30 Khenchela v Paradou
16 :45 ES Sétif v CS Constantine
17 :00 MC Oran v MC Alger
Samedi 27 janvier 2024
15 :30 Ben Aknoun v Bayadh
16 :00 Kabylie v Souf
16:00 US Biskra v ASO Chlef
18 :00 Belouizdad v Saoura
Dimanche 28 janvier 2024
18 :00 USM Alger v NC Magra

MC ORAN- MC ALGER :

Une demande pour la vente des billets du match aux guichets...

UNE DEMANDE a été formulée par la direction du MC Oran aux services concernés pour que l'opération de vente des billets du match de son équipe face au MC Alger, vendredi prochain, ait lieu au niveau des guichets du stade « Miloud Hadefi », qui abritera cette rencontre, au lieu de la plateforme « Tadkrati », a-t-on appris, mardi, auprès du club de Ligue 1 algérienne. Cette doléance intervient après la délocalisation de ce match, entrant dans le cadre de la 15e et dernière journée de la phase aller, au stade sus-cité alors qu'il était initialement prévu à « Ahmed Zabana ». Elle est motivée par le désir du club de répondre favorablement au « vœu des supporters » locaux, précise-t-on. Les « Hamraoua » avaient accueilli leurs adversaires, lors des premières journées du championnat au stade « Miloud Hadefi », mais l'affluence enregistrée pour l'occasion était très faible. Ils ont été contraints de délocaliser leurs rencontres suivantes au stade « Ahmed Zabana » après la fermeture de la nouvelle enceinte footballistique de la ville pour rénovation de sa pelouse, une opération qui vient d'être achevée. Par ailleurs, la direction des Rouge et Blanc est dans l'obligation de libérer au moins cinq joueurs pour pouvoir effectuer son recrutement hivernal, comme souhaité par son staff technique. En cause, son effectif actuel est composé de 27 éléments, soit le nombre limité pour chaque formation de l'élite, selon les règlements en vigueur. Avant d'accueillir le MCA, leader du championnat avec 33 points, le MCO occupe la 15e et avant-dernière place (premier potentiel relégable) au classement avec six points et un match en moins.

. . . LE MATCH FINALEMENT AU STADE AHMED ZABANA

Le match MC Oran-MC Alger, qui aura lieu vendredi prochain dans le cadre de la 15e et dernière journée de la phase aller de la Ligue 1 de football, a été à nouveau délocalisé au stade Ahmed Zabana à Oran, a annoncé, mercredi, la Ligue de football professionnel (LFP). Il s'agit du même stade où cette rencontre a été initialement programmée, avant que la LFP ne la déplace au stade Miloud Hadefi, il y a 48 heures. Le retour à la première domiciliation du match est motivé par la demande formulée par la direction de la formation locale, qui a émis le vœu de recevoir son adversaire au stade Zabana, a-t-on appris auprès du club oranais. Après 14 journées de championnat, les « Hamraoua » occupent la 15e et avant-dernière place au classement (premiers potentiels relégables) avec 9 points et un match en moins, alors que leurs hôtes algérois caracolent en tête avec 33 points.

LES VERTS BONS DERNIERS

Bonnet d'âne et ... retour précipité au pays

Un match nul aurait fait l'affaire et suffit largement à leur bonheur pour la qualif en 8es. Malheureusement, les Verts ont raté la marche et sombré contre une valeureuse sélection mauritanienne.

Par Rabah Azizi


A. Ryad /LJI

L'Equipe nationale d'Algérie a de nouveau tout fait de travers. Passée au travers alors que le onze rentrant avait fière allure où l'on notait l'absence du tandem Mahrez- Belaïli qui n'ont pas quitté cette fois le banc des remplaçants. Pourtant, et virtuellement, un billet parmi les meilleurs 3es était possible en cas de match nul à défaut d'une 1ère place, carrément, du groupe en cas de victoire. Ce ne sera finalement ni l'un ni l'autre, puisque la Mauritanie, qui avait quelques espoirs, est passée par là en l'emportant sur un tout petit but qui vaut tout l'or du monde. Avec une victoire historique sur leur prestigieux adversaire (champion d'Afrique en 20219 quand même et un mastodonte du continent) et une qualification, pour la toute première fois au second tour, ce qui explique la folie qui s'est emparée des joueurs au coup de sifflet final de l'arbitre au moment où leurs augustes vis-à-vis, tombés de très haut et définitivement à terre, avaient du mal, effarés sur la pelouse, à reprendre leurs esprits sous le coup du choc et devant l'étendue des dégâts. Mais l'explication était là bien avant le début d'une partie qui tournera au fiasco : des prestations peu rassurantes qui ont mis les supporters dans le doute, les Fennecs, lors de leurs deux premières sorties conclues sur deux nuls que l'on peut qualifier d'heureux (1-1 contre l'Angola, et 2-2 devant le Burkina Faso) n'ont jamais été souverains en donnant l'impression de se chercher et manquant de confiance et de tonus. Pire, tout sauf sereins. Mardi soir, et malgré les changements opérés par Belmadi, l'état d'esprit a été le même et comme on le craignait, ce qui devait arriver, arriva. Une punition à la 37e avec l'ouverture du score suite à un corner et un contre favorable dans les 18 mètres de Mandréa, quand le joueur Mohamed Dellahi va le battre non sans un peu, beaucoup, de réussite. A 1-0 au retour des vestiaires, la physionomie restera la même bien que Belmadi, inquiet, fera appel à Mahrez, puis à Belaïli, suivi de Bentaleb et enfin Slimani en guise d'ultimes cartes pour espérer revenir à la marque et sauver ce qui pouvait l'être alors que les Mourabitounes, sans paniquer, resteront dangereux jusqu'à la fin sur le contre. Courant derrière le score, les hommes à Belmadi vont se découvrir et la Mauritanie restant la plus proche de doubler la mise que l'égalisation qui ne viendra au final pas. L'action la plus dangereuse côté algérien en 2e période est ce claquage litigieux sur Slimani dans la surface adverse (ceinturage flagrant) que seul l'arbitre, et la VAR même, vont ignorer alors que les Verts, sous haute pression, vont contester sans résultat. Le tableau d'affichage en restera là. Une nouvelle défaite humiliante pour une E.N, ainsi que l'entraîneur Belmadi, qui sortent par la petite porte en terminant derniers d'un groupe qu'on pensait largement à leur portée. Un parcours catastrophique dont payera les conséquences un coach qui aura du mal à s'en relever en plus d'annoncer la retraite internationale de certains cadres à l'image, insistent des sources proches de la Faf, de Mahrez, Mandi et Slimani qui méritaient mieux en guise d'adieux.

R.A

BELMADI À CHAUD : « JE SUIS SEUL RESPONSABLE ET J'ASSUME !»

BIEN que paraissant très abattu en fin de rencontre, le coach national, Djamel Belmadi, n'a pas manqué de courage. Bien plus, il ne s'est pas dérobé e assumant ses responsabilités dans un échec aux relents de fiasco en déclarant dans la foulée : « J'assume l'entière responsabilité de cette élimination ». Puis de de revenir sur son avenir avec les Verts en lâchant : « Je ne sais pas comment sera fait mon avenir. Rien à dire là-dessus. On en parlera dès notre retour en Algérie. » Est-ce la fin finalement ? Le conférencier répond : « C'est peut-être vrai. » Avant de partir, Djamel Belmadi, fidèle à ses habitudes et il n'a pas tort encore une fois, n'a pas manqué, au passage, de critiquer vigoureusement l'arbitrage pendant cette CAN, avec « des décisions curieuses qui ont privé notre de penaltys sans pour autant prendre le soin d'en référer à la VAR. Enfin, et abordant le volet technique, il reconnaîtra qu'« il y a des choses qui ne tournent pas rond dans mon équipe que je n'arrive pas à le situer. Ce que je sais, c'est qu'une équipe qui n'arrive pas à conclure ses occasions de but, elle se met toujours en difficulté ».

R. Azizi

IL EN PARLERA UNE FOIS "AU PAYS"

Belmadi parle de sa démission dans l'intimité du vestiaire

Par Azouaou Aghiles

C'EST bel et bien fini. Une page qui se tourne, même si l'intéressé, abattu par la tournure prise par les évènements sous la forme d'une cruelle élimination encore une fois dès la fin du premier tour, sans confirmer publiquement, a décidé d'être enfin parmi les siens, au pays, devant une opinion désabusée et ne comprenant plus rien à rien à ce qui s'apparente à un véritable mélo drame, pour le dire. On passera naturellement à autre chose, avec un autre nom et d'autres objectifs. D'autres défis en commençant par le staff, en stand-by, pour prendre la place laissée libre (c'est déjà acté) depuis cette humiliation, terrible choc, à l'arrivée d'une rencontre qui fera date, la défaite difficile à digérer, ayant renvoyé les Fennecs en Algérie avant même de terminer l' « échauffement. » Vu le ciel leur tomber sur la tête non sans entraîneur de vives critiques sur leurs prestations. La Mauritanie, un élève studieux et qui a bien appris la leçon, bien grandi, est passée par là en réalisant un fabuleux exploit : celui de mater le maître d'hier et s'offrir un ticket pourtant à portée des pieds du capitaine du jour, Mandi, et ses camarades, qui se sont à nouveau ratés. Lamentablement. Entrainant une onde de choc parmi leurs millions de fans qui ont tenu, mordicus, contre vents et marées, à leur accorder leur entière confiance. Aveugle par moments. Avant cette amère confirmation qu'ils n'avaient finalement pas leur place dans un tournoi qu'ils aborderont pourtant dans la peau d'un potentiel favori au sacre. Pronostics démentis malheureusement et l'avion du retour qui quitte le tarmac de Bouaké, théâtre, après Japoma (Cameroun), d'une autre raclée. Un scénario revu et corrigé deux ans plus tard avec cette fois le siège éjectable assuré de fonctionner, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui a paru usé, à terre, se donnant le droit d'en donner la primauté à ses joueurs tout aussi responsables (coupables !!!) dans cette faillite collective où presque personne n'a droit à des circonstances atténuantes. A la tête du staff technique depuis l'été 2018 (un mois d'août) a donc tranché dans le vif. Sans se poser de questions mais en prenant ses responsabilités qu'il assumera entièrement. Sans faux-fuyants, lui qui sort d'une expérience tout aussi douloureuse pour avoir, en 2022, échoué à survivre à la phase de groupes avec un bilan qui avait déjà fait débat lors de la précédente édition (deux défaites, un petit nul et une maigre récolte d'un point seulement dans les bagages) où l'E.N, sortira par la petite porte. Que dira-t-il une fois à Alger ? Officialiser évidemment son départ en plus d'éclairer l'opinion, lors de son ultime grand oral devant une presse qui ne lui a fait, entre nous, aucun cadeau, sur les raisons d'une telle débâcle. Fin d'une idylle qui a bien commencé (un titre de champion après près de trois longues décennies d'attente) et une histoire qui bégaie à nouveau. Dans le mauvais sens ? Attendons pour voir. Merci quand même coach de nous avoir fait rêver le temps d'une CAN d'Egypte qui restera, quoi qu'on dise, un des plus grands exploits pour le football algérien depuis 1990 et le sacre, à Alger, de la génération Madjer sous l'ère Kermali. Silence on tourne . . . la page et on tire sur l'ambulance ?

A.A

ROUND –UP . . . ROUND –UP . . . ROUND –UP . . .

GROUPE "C" (MATCH 1, JOUÉ MARDI)

Le Sénégal bat la Guinée (2-0), les deux équipes qualifiées pour les 1/8e de finale

LE SÉNÉGAL, déjà qualifié, s'est imposé 2 à 0 face à la Guinée qui l'accompagnera en huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des nations de football CAN 2023, mardi à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). Auteur d'un sans-faute dans le groupe C, le Sénégal champion en titre finit premier avec 9 points devant la Guinée (4 pts) et le Cameroun (4 pts) qui est venu à bout de la Gambie (3-2), lors du deuxième match disputé en simultané. Les deux équipes ont eu du mal à entrer dans le match, entre le champion en titre, déjà qualifié, et la Guinée qui n'avait besoin que d'un match nul pour accéder au deuxième tour. Abdoulaye Seck a lancé le Sénégal en reprenant un coup franc de Krépin Diatta (61e) avant que Iliman Ndiaye ne double la mise dans le temps additionnel (90e).

GROUPE "C" (MATCH2, JOUÉ MARDI, À LA MÊME HEURE)

Le Cameroun bat Gambie (3-2) et passe en huitièmes de finale

DANS l'autre match du groupe C, le Sénégal, leader de la poule avec un carton plein (9 points), a dominé la Guinée 2 à 0, grâce à des buts de Seck (61e) et Ndiaye (90e). Les «Lions Indomptables» avec le même nombre de points (4) et la même différence de buts que la Guinée (-1) termine deuxièmes au nombre de buts marqués, (5 contre 2). La Gambie est éliminée Karl Toko-Ekambi (56), James Gomez contre son camp (87 csc) et Christopher Wooh (90+1) ont marqué pour le Cameroun, contre des buts d'Ablie Jallow (72) et Ebrima Colley (85) pour la Gambie.

GASSET N'EST PLUS LE SÉLECTIONNEUR DE LA CÔTE D'IVOIRE . . . !

JEAN-LOUIS Gasset n'aura pas résisté. Après la cuisante défaite subie lors du troisième match de poules contre la Guinée Équatoriale (4-0), le technicien de 70 ans était vivement critiqué en Côte d'Ivoire. Arrivé en mai 2022 pour remplacer Patrice Beaumelle, il n'aura donc pas réussi à imprimer sa patte sur le jeu ivoirien et s'en va après 17 rencontres pour un total de dix victoires, trois nuls et quatre défaites. Il devrait être remplacé dans les prochaines heures par Emerse Fae.

. . . LE GHANA MET FIN À SA COLLABORATION AVEC CHRIS HUGHTON.

«LA FÉDÉRATION ghanéenne de football souhaite annoncer que Chris Hughton a été démis de ses fonctions d'entraîneur-chef de l'équipe nationale senior avec effet immédiat. Le Conseil Exécutif a également pris la décision de dissoudre l'équipe technique des Black Stars. La Fédération ghanéenne de football fournira dans les prochains jours une feuille de route sur l'orientation future des Black Stars» peut-on ainsi lire dans le communiqué.



Mark Zuckerberg et Meta

Se lancent à corps perdu dans l'intelligence artificielle générale. Voici pourquoi c'est important

Meta est bel et bien dans la course à l'IA, avec à son actif la publication régulière de nouveaux modèles d'IA générative par exemple. Cependant, l'entreprise se positionne désormais parmi les acteurs qui plongent dans l'intelligence artificielle générale (AGI).
Jeudi dernier, Mark Zuckerberg, PDG de Meta, a publié sur Threads une vidéo de près de deux minutes pour informer le public des efforts de l'entreprise en matière d'IA, y compris un aperçu de ses objectifs à long terme pour la construction de l'AGI.
"Aujourd'hui, je rapproche les deux efforts de recherche en IA de Meta [FAIR et GenAI] afin de soutenir nos objectifs à long terme de construire une intelligence générale et de la rendre disponible et utile à tous dans notre vie quotidienne", y a déclaré Zuckerberg.

Meta double son investissement dans les cartes graphiques

Technologie : Meta met le pied sur l'accélérateur pour ses développements en matière d'IA, en augmentant très nettement les investissements dans l'infrastructure.

Il a également ajouté que la nécessité de construire une IA de ce type est devenue plus importante que jamais, car cette technologie sera cruciale pour alimenter la prochaine génération de services d'IA.
C'est pourquoi Meta est en train de mettre en place une infrastructure particulièrement puissante. D'ici la fin de l'année, l'entreprise disposera de 350 000 cartes graphiques Nvidia H100, et au total de 600 000 cartes graphiques de divers fabricants.
Pour mettre cette puissance de calcul en perspective, Meta et Microsoft ont été les plus gros acheteurs de GPU H100 de Nvidia en 2023, avec 150 000 unités chacun, selon le cabinet d'analystes Omdia. Le nouvel objectif de Meta, à savoir 350 000 H100 d'ici la fin de l'année, représente donc plus du double de son investissement à date, déjà considérable.

Tout savoir sur l'AGI

Alors qu'est-ce que l'AGI et pourquoi Meta se concentre-t-elle autant sur l'investissement et le développement de cette technologie ?
Pour faire simple, l'AGI désigne une IA capable d'effectuer des tâches complexes, telles que l'apprentissage, le raisonnement et autres, aussi bien que les humains.
À l'heure actuelle, même les modèles d'IA générative les plus avancés ont encore besoin de directives et d'instructions humaines pour accomplir une tâche.
L'AGI permet de supprimer ces instructions, la direction et la supervision humaines, car le modèle peut fonctionner de manière autonome.

"Pour résumer, nous ne faisons que commencer"

Cette évolution devrait considérablement améliorer la manière dont l'IA peut aider les humains et même les tâches qu'elle peut accomplir.
Cependant, l'intelligence sans précédent de l'IAG et sa capacité à imiter le comportement humain sont souvent les raisons pour lesquelles les gens abordent cette technologie avec crainte ou appréhension.
Jusqu'à présent, l'AGI est restée un objectif à long terme, mais les récentes annonces de Meta montrent que la technologie pourrait être développée plus tôt que prévu.
En concluant la vidéo, Mark Zuckerberg a également indiqué que Meta entraînait actuellement LLaMa 3, qui est la dernière version du modèle linguistique avancé de Meta, LLaMa 2, et il a évoqué la création d'autres modèles futurs.
"Pour résumer, nous ne faisons que commencer", a conclu M. Zuckerberg.

Apple : un nouveau MacBook Air et de nouveaux iPad dès le mois de mars ?

Technologie : Apple pourrait lancer ses nouveaux modèles dès le printemps cette année. Le point sur les rumeurs.
Alors que les précommandes pour son premier casque de réalité mixte, le Vision Pro, viennent seulement de s'ouvrir, Apple travaille déjà sur ses prochains appareils.
Et selon plusieurs informations, la firme de Cupertino pourrait annoncer un nouveau MacBook Air, un nouvel iPad Pro et un nouvel iPad Air dès le mois de mars ou d'avril. Soit avant même la WWDC, la conférence annuelle des développeurs de la marque, qui se tiendra comme chaque année au mois de juin.

De nouveaux MacBook Air ?

Selon MacRumors, le prochain MacBook Air devrait être équipé de la puce M3, dans sa version 13 pouces comme 15 pouces.
Si ces nouveaux modèles sont effectivement disponibles au printemps, il se sera passé moins d'un an entre la sortie du dernier MacBook Air et la sortie des prochains.

Puce M3 et écran OLED

Les MacBook Pro 14 et 16 pouces, ainsi que l'iMac 24 pouces sortis en 2023 sont tous équipés de la puce M3. Le prochain iPad Pro, prévu lui aussi au printemps, pourrait aussi être équipé de la fameuse puce, si l'on en croit les rumeurs. Le nouvel iPad Pro serait également doté d'un écran OLED, le rendant plus fin – et plus cher – que jamais, selon des informations rapportées par BGR. Si l'information est confirmée, il s'agirait du premier iPad à être équipé d'un écran OLED. Les derniers iPhone – à l'exception du SE – et Apple Watch disposent déjà de cette technologie d'écran.Les écrans OLED ont un



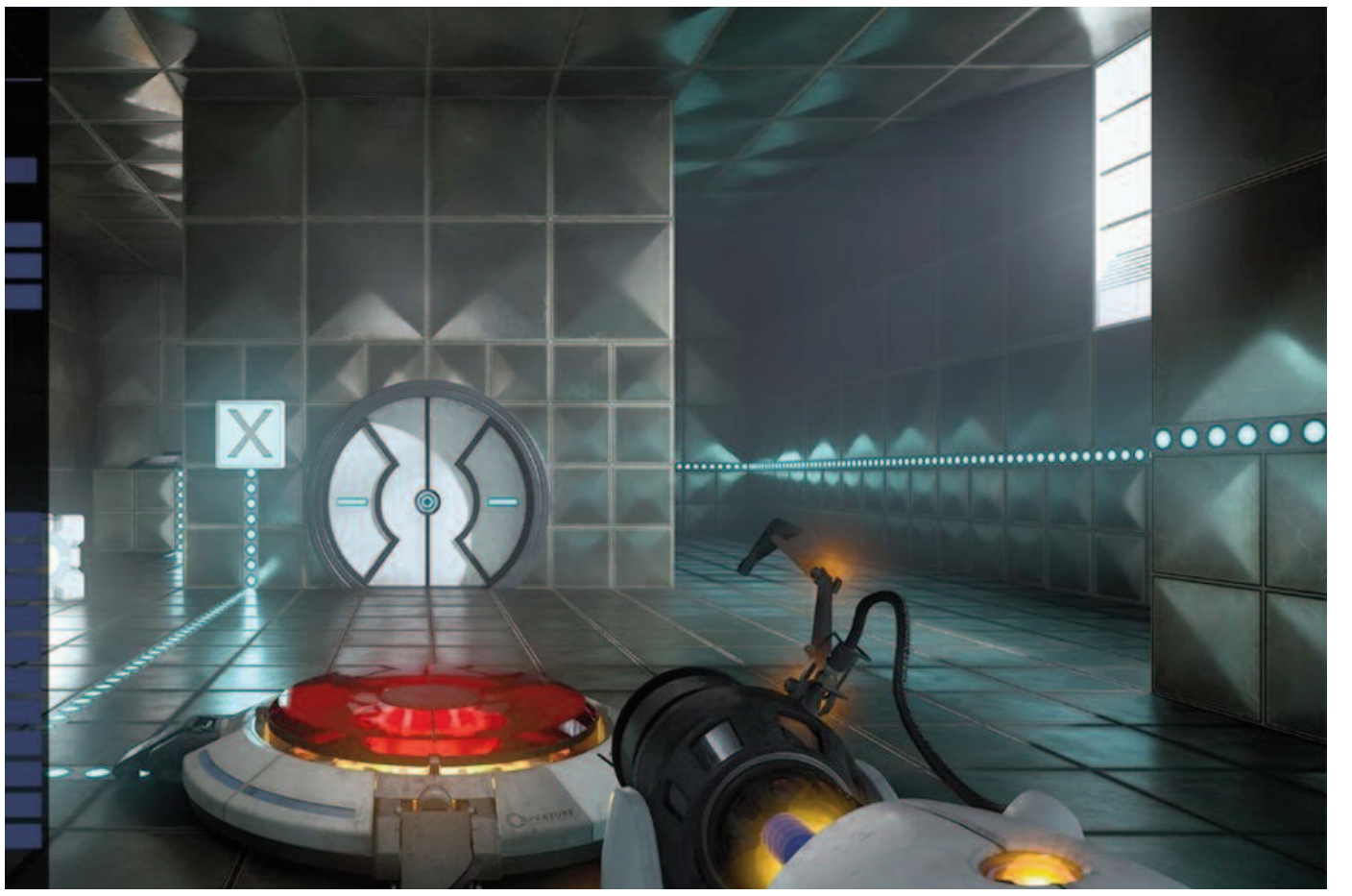
meilleur taux de contraste et une plus grande autonomie par rapport aux écrans LCD – actuellement utilisés dans la conception des iPad. De par leur nature, les panneaux OLED affichent de vrais noirs et des couleurs éclatantes plus efficacement que les écrans LCD. Leur temps de réponse est également plus rapide – une bonne nouvelle pour celles et ceux qui prévoient de jouer ou de regarder des films d'action sur leur iPad. L'ajout de cette technologie pourrait aussi permettre de réduire le poids de la tablette.

iPad Pro et iPad Air

Le spectre du taux de rafraîchissement variable ProMotion de l'iPad Pro devrait par ailleurs être amélioré, pour passer de 24 Hz-120 Hz à 1 Hz-120 Hz. Les iPhone 14 Pro et 15 Pro disposent déjà d'une fréquence de rafraîchissement variable allant de 1 Hz à 120 Hz : elle leur permet d'économiser de la batterie lorsque l'écran affiche un contenu statique – par exemple une photo, ou lors de l'utilisation du mode "Toujours à l'écran".
Les nouveaux iPad Pro 11 pouces et 12,9 pouces devraient pour leur part être dotés de nouveaux appareils photo, redessinés et moins proéminents, et prendre en charge la recharge sans fil MagSafe.
Un nouvel iPad Air semble également être en préparation, alors que cette série n'a pas vu de nouveau modèle depuis mars 2022.
La sixième génération de l'iPad Air serait selon les rumeurs disponible en 11 pouces et 12,9 pouces. Elle serait dotée de la puce M2, prendrait en charge le Wi-Fi 6E et arborerait également des appareils photo redessinés.

RTX Remix : NVIDIA ouvre sa plateforme aux moddeurs pour remasteriser des jeux DirectX 8 et 9 avec du path tracing

À côté du path tracing sur des jeux aussi récents que Cyberpunk 2077, NVIDIA déploie des technologies pour améliorer le rendu des vieilles gloires du jeu vidéo... et sans doute vendre toujours plus de cartes GeForce.



En septembre 2022, nous n'avions d'yeux que pour les nouvelles cartes GeForce RTX série 40 présentée par NVIDIA. Pourtant, dans le même temps, la marque américaine dévoilait sa technologie RTX Remix.
Une technologie novatrice et très prometteuse alors que le modding des jeux PC est quelque chose de colossal qui a fait connaître des développeurs très talentueux, a dynamisé des jeux un peu plan-plan et transfiguré d'autres titres au point de déboucher sur de véritables cartons vidéoludiques.

RTX Remix pour doper les vieux jeux DirectX 8/9

Si NVIDIA ne manque jamais de superlatifs pour décrire ses nouveautés, force est de constater que, au moins sur le papier, RTX Remix a tout de la très, mais alors très bonne idée.
Il s'agit effectivement de simplifier considérablement la tâche des créateurs de mods en leur donnant accès à d'innombrables outils où l'intelligence artificielle a toujours son mot à dire. Le rendu des matériaux est amélioré de manière automatique grâce à l'intervention de l'IA et la remastérisation des titres DirectX 8 ou DirectX 9 promet d'être plus simple que jamais.
Bien sûr, ce ne serait pas une technologie NVIDIA si nous ne parlions pas de la prise en charge du ray tracing ou de l'intégration du fameux Deep Learning Super Sampling (ou DLSS) pour des



éclairages plus réalistes et un rendu plus fin sans altérer les performances.

Des outils à présent en bêta ouverte

Eh bien, s'il n'est pas encore question d'une promesse complètement tenue par NVIDIA, cela en prend nettement le chemin puisque la marque américaine a confirmé la bêta ouverte de RTX Remix.
NVIDIA a mis en place ce qu'elle appelle « un guide de démarrage détaillé » afin d'aiguiller les utilisateurs intéressés par la chose et rappelle les exemples de Portal with RTX et Protal: Prelude RTX lancés en décembre 2022 et juillet 2023 afin de montrer les capacités de RTX Remix. Le studio Orbifold Studios travaille actuellement sur Half-Life 2 RTX: An RTX Remix Project afin d'aller encore un peu plus loin dans l'utilisation de RTX Remix.
Bien sûr, NVIDIA compte sur de nombreux autres développeurs pour mettre en avant ses technologies basées sur le NVIDIA Omniverse lequel, en plus du ray tracing ou de DLSS, exploite aussi le NVIDIA Reflex pour améliorer le travail des modders.
Sans entrer dans les détails, la société évoque de vieilles gloires du jeu vidéo comme Call of Duty II, Hitman 2: Silent Assassin, Garry's Mod, Freedom Fighters, Need for Speed Underground 2 et Vampire: The Masquerade - Bloodlines parce que c'est quand même dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes après tout ! Il nous tarde de voir si le génie des modders peut réellement profiter de ces nombreux outils.

Un malware macOS s'attaque aux portefeuilles cryptos des victimes

Il est loin le temps où macOS était protégé des virus et autres vers informatiques. Un nouveau malware visant les propriétaires de machine Apple s'intéresse à leurs portefeuilles de cryptomonnaies.
Les Bitcoins, Ethereum et autres cryptomonnaies ont beau être des actifs très volatils, cela ne les empêche pas d'être des cibles privilégiées des hackers mal intentionnés.
Un logiciel malveillant, identifié par l'entreprise Kaspersky, tente de dérober les cryptos de nombreux internautes, profitant de la confiance un peu trop aveugle que peuvent accorder certains internautes à macOS.

Un malware caché dans un logiciel de « crack »

Dans une pirouette non dénuée d'ironie, le code malveillant se déguise d'abord en « logiciel » d'activation pour des applications obtenues illégalement. Censée faire sauter les protections qui accompagnent certaines apps, cette catégorie de logiciel est très populaire sur les sites dédiés au piratage d'applications. Une fois l'activateur lancé, ce dernier demande le mot de passe administrateur de la machine pour, supposément, pour « patcher » le logiciel fraîchement piraté.
Une fois les droits accordés, le bout de code vérifie la présence de Python 3 sur la machine et l'installe si besoin. Cela permet ensuite de télécharger un script depuis une adresse bidon (à savoir apple-health.org) et de commencer à infecter la machine. Histoire de se montrer discret, le script apparaît comme un simple enregistrement TXT venant d'un serveur DNS.

Exodus et Bitcoin core visés

Une fois le malware bien en place, ce dernier commence à récolter des informations sur la machine de la victime (la version de l'OS, les applications installées, le matériel utilisé, l'adresse IP, etc.) et se permet aussi de modifier certains paramètres systèmes pour rester actif, même après un redémarrage.
Mais le but du programme est, semble-rait-il, d'abord, de voler les cryptomonnaies des victimes.
Le script vérifie effectivement la présence de portefeuilles Bitcoin Core ou Exodus, deux applications de gestion de cryptos très populaire.
S'ils les trouvent, le malware les remplace par une version vérolée.
Dès lors que les victimes entrent leur mot de passe, les informations sont envoyées sur un serveur tiers et le portefeuille est vidé dans le même temps.
Si ce genre de malware « crypto-stealer », comme on les qualifie dans le milieu, n'est pas neuf, la méthode d'infection « est très ingénieuse » selon Kaspersky.
Pas sûr que cela console celles et ceux qui se sont fait voler leurs cryptomonnaies, mais au moins l'arnaque est désormais connue.



Les binturongs sentent le popcorn



Le binturong est un animal qui est, malheureusement, trop peu connu. Et c'est dommage parce qu'il est SUPER COOL. Plutôt de nature tranquille, les binturongs ressemblent un peu à l'alliance entre un paresseux, une loutre et un gros chat. Ils sont omnivores, nocturnes et diurnes à la fois, et font même office d'animal de compagnie en Malaisie.
Et pour communiquer, ils utilisent, entre autres, leur queue. Et plus précisément les deux glandes qui se trouvent de chaque côté de leur anus et qui balancent une odeur de popcorn dans l'air. Ouais. Ce sont des animaux qui ont le cul parfumé au popcorn. C'est quand la dernière fois que tu t'es servie de ton cul pour installer une ambiance agréable dans ton salon ? C'est bien ce que je pensais.
Avis aux Parisiennes : allez donc rendre visite aux binturongs de la Ménagerie du Jardin des Plantes à l'occasion, avec un peu de chance vous arriverez à l'heure du repas et vous pourrez voir les employés de la ménagerie balancer des poussins mort dans les airs et écouter les mâchoires des bestioles faire craquer les os des pauvres petites créatures.

Les Oméga 3 sont-ils actifs sur la santé du coeur ?



Deux chercheurs Kromann et Green ont dès les années 50 comparé des populations d'Esquimaux : l'une, vivant sur la banquise avec un mode de vie traditionnel et l'autre, partie s'installer au Danemark. Ils constatent le faible nombre d'infarctus chez les Esquimaux de la banquise.
Plus tard, Bang et Dyerberg feront le lien entre la consommation de poissons riches en Oméga 3 et la santé cardiovasculaire, qui s'explique par la réduction du taux de triglycérides sanguin.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Le rappeur américain Kanye West, englué dans une série de polémiques, a suggéré qu'il serait candidat à l'élection présidentielle de 2024 et affirmé avoir proposé à Donald Trump d'être son colistier.



USA : le rappeur Kanye West laisse entendre sa candidature (avec Trump comme vice-président) pour l'élection de 2024

L'artiste, qui se fait appeler Ye, a publié une série de vidéos sur son compte Twitter dans la nuit de jeudi à vendredi, accompagnées du logo "Ye 24". Dans l'une d'entre elles, le rappeur de 45 ans évoque une conversation qu'il a eue avec l'ancien président Donald Trump, qui a lui-même annoncé sa candidature à l'élection américaine de 2024.

Trump lui aurait "hurlé dessus"

"Je lui ai demandé d'être mon vice-président", déclare Ye, assurant que Donald Trump a "commencé à lui hurler dessus". Le trublion de la musique et de la mode s'était déjà lancé dans une improbable candidature à l'élection américaine de 2020, recueillant seulement 70.000 voix. Le 45e président des Etats-Unis a confirmé vendredi avoir dîné avec la star du rap dans sa résidence de Floride, mais a assuré que le repas était "rapide" et "sans histoire". Au cœur d'une série de controverses, Ye a été vivement critiqué ces dernières semaines pour avoir porté un t-shirt détournant le slogan antiraciste "Black Lives Matter" et pour avoir publié sur Instagram et Twitter des propos dénoncés comme antisémites.
Son ancien partenaire Adidas a aussi annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête après que des employés du groupe ont accusé le rappeur de comportement à caractère sexuel déplacé et d'intimidations.

Pérou Un policier déguisé en père Noël pour arrêter des revendeurs de drogue

(Lima) Une équipe de policiers péruviens, dont un était déguisé en père Noël pour passer « inaperçu », a réalisé une opération contre un gang de revendeurs de drogue dans une ville au nord de Lima, ont rapporté samedi les autorités.
Ces agents ont ainsi réussi à surprendre deux hommes vendant du crack et de la marijuana dans une maison d'Huaral, à environ 70 kilomètres de la capitale péruvienne, selon des images et des communiqués officiels diffusés samedi.
« Un membre du Groupe (de police) Terna s'est déguisé en père Noël pour passer inaperçu dans ce quartier dangereux », a déclaré samedi à la presse le colonel Walter Palomino, le chef de l'Escadron Vert de la Police nationale péruvienne.
« Cette stratégie a été couronnée de succès », a ajouté l'officier.
Le policier qui avait revêtu le costume traditionnel du père Noël s'est chargé d'enfoncer la porte de la maison et d'interpeller l'un des suspects.
Au cours de l'opération, deux hommes ont été arrêtés et des centaines de paquets de crack et de marijuana, dont la valeur n'a pour l'instant pas été déterminée par les autorités, ont été saisis.

Japon

Tokyo - Un module spatial japonais a accompli une prouesse technologique en se posant avec une grande précision sur la Lune dans la nuit de vendredi à samedi, mais l'agence spatiale nippone (Jaxa) a précisé rencontrer un problème avec ses panneaux solaires.

Avec ce succès, le Japon est devenu le cinquième pays à réussir à se poser sur la Lune, après les États-Unis, l'URSS, la Chine et l'Inde. La Jaxa a confirmé que le module SLIM (Smart Lander for Investigating Moon), qui orbitait autour de l'astre rocheux depuis fin décembre, avait aluni à 0 h 20 samedi et que des communications avaient pu être établies avec lui depuis. « Cependant, ses cellules solaires ne produisent pas d'énergie et l'acquisition de données à partir de la surface lunaire est prioritaire », a-t-elle ajouté dans un communiqué. « SLIM fonctionne avec des batteries embarquées. Les données acquises lors de l'atterrissage sont stockées à bord, et nous travaillons à maximiser les résultats scientifiques en transmettant d'abord ces données vers la Terre », a déclaré Hitoshi Kuninaka, un responsable de la Jaxa. L'engin nippon non habité, de 2,4 m de long pour 1,7 m de large et 2,7 m de haut, est surnommé « Moon Sniper », car sa mission était non seulement d'alunir, mais aussi de se poser à moins de 100 mètres de sa cible. Il est courant que les engins lunaires se posent à plusieurs kilomètres de leur objectif, ce qui peut compliquer leurs missions d'exploration.
La précision de SLIM constitue « un énorme progrès technologique », avait déclaré à l'AFP Emily Brunsden, directrice de l'Astrocampus de l'université de York (Royaume-Uni), quelques heures avant l'exploit. Cet alunissage de précision est « exceptionnellement difficile sur le plan technologique », avait-elle souligné, car « il n'y a généralement qu'une seule chance, de sorte que la moindre erreur peut entraîner l'échec d'une mission ».



Près de la moitié de la planète devrait entrer dans de nouvelles zones climatiques d'ici 2100



Selon une étude, près de la moitié de la planète va connaître un nouveau climat d'ici la fin du XXIe siècle en raison de l'activité humaine. L'Europe et l'Amérique du Nord devraient être les régions les plus affectées.

Référence scientifique depuis la fin du XIXe siècle, a cartes de classification climatique de Köppen-Geiger devrait être bouleversée dans les prochaines décennies. C'est ce qui ressort d'une étude publiée mi-avril dans la revue Earth's Future, relayée par Science Alert. Des scientifiques indiquent que la moitié de la planète serait susceptible de basculer dans un nouveau modèle climatique en raison de l'activité humaine. Se profilent avec davantage d'acuité des phénomènes météorologiques anormaux, tels que les sécheresses, les inondations ou encore les vagues de chaleur.

L'Europe en première ligne

Ces changements radicaux provoqueraient une refonte des cartes conçues en 1884 par le climatologue Wladimir Köppen. Cinq types de climat avaient été établis : tropical, sec, tempéré, continental et polaire. Si les cartes ont été amendées au fil du XXe siècle, les risques climatiques liés aux émission de gaz à effet de serre vont bouleverser l'ordre actuel.

"D'ici à la fin du siècle, 38 à 40 % de la surface terrestre mondiale se trouvera dans une zone climatique différente de celle d'aujourd'hui", avertit le directeur de l'étude, Paul Dirmeyer, climatologue à l'université George Mason dans l'État de la Virgine, aux États-Unis, auprès de Science Alert.

Selon l'étude, les zones continentales de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont les plus vulnérables. Sur le Vieux Continent, 89 % du territoire seraient concernés, alors que 66 % de la masse nord-américaine changeraient de régime climatique.

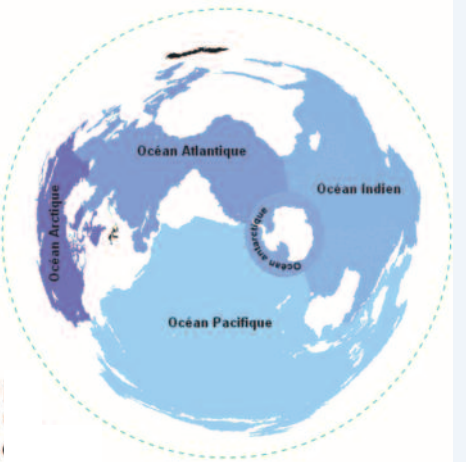
Dans les autres régions, la zone climatique actuelle demeurerait. Mais les phénomènes liés au changement climatique se révéleraient plus extrêmes.

Près de la moitié du monde déjà en "vulnérabilité extrême"

Cette étude vient s'ajouter aux nombreuses publications faisant état d'un changement climatique aux ramifications déjà observables. En mars dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) avait indiqué dans son sixième rapport d'évaluation qu'entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes sont "très vulnérables aux effets du changement climatique", rapportait France 24. Il s'agit de près de la moitié de la population globale. Un niveau qui devrait fortement croître eu égard aux différents scénarios de trajectoire climatique.

CLIMAT:

Le rapport de l'ONU sur les océans et les zones glacées adopté



LE RAPPORT des experts climat de l'ONU sur le piteux état de santé des océans et des zones glacées a été adopté mardi matin, après une nuit blanche de débats ralentis par les objections saoudiennes, a-t-on appris auprès de participants. Le groupe d'experts climat de l'ONU (Giec) a confirmé l'adoption du texte sur Twitter.

"Un fort agréable moment (...) après 2 ans de travail et une dernière session de 27 heures", a également twitté Jean-Pierre Gattuso, un des auteurs du rapport.

Les scientifiques et diplomates des 195 Etats membres du Giec sont réunis à Monaco depuis vendredi. Mais les discussions qui devaient se terminer lundi soir ont duré toute la nuit, jusqu'à mardi un peu avant 9H00 GMT.

La faute à l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, ont indiqué à l'AFP plusieurs participants sous couvert de l'anonymat.

Les Saoudiens voulaient écarter les références au rapport spécial du Giec qui montrait les grandes différences d'impacts entre un monde à +1,5°C et à +2°C.

Ce véritable coup de semonce des scientifiques expliquait qu'il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 50% d'ici 2030 pour rester sous +1,5°C, objectif idéal de l'accord de Paris sur le climat de 2015.

Mais malgré son adoption par consensus, certains pays, Arabie saoudite en tête, n'accepte pas ses conclusions.

"Les Saoudiens veulent discréditer la science sur laquelle se base le rapport. C'est méprisable (...) On dirait qu'ils sont venus à cette réunion juste pour empêcher toute référence au rapport 1,5°C ou à la baisse des émissions de CO2", a déclaré un participant sous couvert d'anonymat.

Finalement, après des heures de discussions, les délégations ont accepté de retirer la référence la plus forte à ce rapport et à plusieurs autres, a indiqué une source proche des négociations .

Malgré tout, "la science qui sous-tend ce rapport est bien dedans", a insisté un autre participant.

Lors de la réunion climat de l'ONU à Katowice en décembre dernier (COP24), Etats-Unis, Arabie saoudite et Russie avaient déjà refusé la mention "accueille favorablement" ce rapport +1,5°C dans la décision finale.

Depuis, à chaque occasion, les Saoudiens rejettent les références à ce texte.

Le contenu du rapport adopté mardi matin, qui passe en revue les effets catastrophiques du réchauffement sur les océans, les calottes glaciaires, les banquises ou les glaciers, ne sera rendu public que mercredi matin.

La publication de ce texte qui va offrir de nouvelles preuves de l'urgence à agir contre le dérèglement climatique et ses impacts sur les écosystèmes et l'humanité intervient deux jours après le sommet climat de l'ONU où les dirigeants réunis n'ont pas répondu aux attentes des défenseurs du climat.



Le pyrosis est une douleur qui se manifeste par une brûlure ressentie à l'arrière du sternum. La cause principale de cette brûlure de l'oesophage est le reflux gastro-œsophagien (RGO). Symptômes, consultation, traitement, prévention : conseils.

Brûlure de l'œsophage (pyrosis) : que faire ?

Le pyrosis est le plus souvent un symptôme du reflux gastro-œsophagien (RGO) qui se manifeste par une brûlure de l'œsophage et des régurgitations. Le stress est également un facteur de risque de pyrosis. Quelles sont les risques de complications ? Quels traitements pour le pyrosis ?

Définition : c'est quoi le pyrosis ?
Le pyrosis est une brûlure que l'on ressent derrière le sternum (rétro-sternale), secondaire à une remontée de liquide gastrique dans l'œsophage et parfois jusque dans la bouche, on parle alors de régurgitation. Il est le plus souvent lié à un syndrome de reflux gastro-œsophagien (RGO) qui est une maladie chronique et correspond au passage du contenu gastrique acide par la jonction gastro-œsophagienne et à des remontées le long de l'œsophage, parfois jusqu'à la bouche. Tout le monde a des épisodes de reflux : c'est un phénomène physiologique - mais il devient pathologique lorsqu'il occasionne des symptômes ou des lésions de la muqueuse de l'œsophage.

Reflux gastrique (RGO) : les causes et traitements
Le Reflux Gastro-Oesophagien ou RGO touche 30 à 40% de la population au moins une fois. Mais seulement 25 à 30% des personnes consultent. Que faire ? Comment trouver la cause ? Quels conseils pendant la grossesse et chez le bébé ?

Quels sont les symptômes du pyrosis ?
De nombreuses manifestations peuvent évoquer un reflux gastro-œsophagien. Les plus évocatrices sont :
les brûlures rétro-sternales ascendantes - sensations de brûlure dans le thorax (pyrosis) survenant volontiers après le repas ou dans certaines positions comme penché en avant ou allongé
les régurgitations acides et/ou alimentaires.
Elles permettent de poser le diagnostic sans plus d'explorations chez neuf malades sur dix. D'autres symptômes, moins spécifiques peuvent apparaître :
une toux chronique inexpliquée,
une toux en position allongé "ou encore lors d'un effort ou le port de charges lourdes" ajoute le Dr. Georges Delamare, médecin généraliste.
des douleurs thoraciques pouvant simuler un angor,
des aigreurs d'estomac
des manifestations oto-rhino-laryngologiques (ORL) de type laryngites/pharyngites voire des brûlures,
la sensation d'avoir un corps étranger dans la gorge (globus)
"Des réveils nocturnes sans raison apparente peuvent également être causés par un RGO" prévient le Dr. Delamare. Ces symptômes peuvent survenir tous les jours ou être intermittents en fonction de l'alimentation et des activités.

Corps étranger dans la gorge : symptômes, que faire pour l'enlever ?
La présence d'un corps étranger dans la gorge peut entraîner une obstruction des voies respiratoires et une asphyxie. Il est donc impératif de réagir rapidement. Conseils du Dr Loïc Libot, Urgentiste et Fondateur du Centre Médical de Soins Immédiats du Grand Nancy & Epinal.

Quelles sont les causes du pyrosis ?
Un reflux gastro-œsophagien causant le pyrosis survient à cause d'un dysfonctionnement de la partie inférieure de l'œsophage, au niveau du muscle du diaphragme et du sphincter inférieur de l'œsophage : celui-ci ne joue plus ou pas assez son rôle de "clapet". Le facteur majeur est l'obésité (Indice de Masse Corporelle/IMC ≥ 30 kg/m2), la surcharge pondérale au niveau abdominal et la présence d'une hernie hiatale par glissement. Outre le surpoids, d'autres facteurs peuvent contribuer au pyrosis :
La grossesse.
Certains médicaments, comme les hormones (progestérone), les anti-inflammatoires, et certaines molécules utilisées dans les maladies cardio-vasculaires (dérivés nitrés, les inhibiteurs calciques).
Le tabac.
L'alcool.
Une alimentation trop riche notamment en graisse.
Les repas pris sur le pouce.
Le stress.

Quand consulter en cas de pyrosis ?
"Il convient de consulter son médecin en cas de toux, de brûlures, de troubles du sommeil ainsi qu'en cas d'otites ou de maux d'oreille à répétition chez l'enfant ou le nourrisson" recommande le Dr. Delamare. D'autres facteurs de gravité doivent conduire à consulter rapidement :
apparition de douleurs à la déglutition,
voix enrouée rendant difficile la parole,
toux sèche, récidivante, entraînant une grande fatigue,
douleurs gastriques violentes accompagnées de vomissements,
amaigrissement,
anémie,
crachats sanguins
sang dans les selles.

Odynophagie : d'où vient cette douleur à la déglutition ?
L'odynophagie est une gène dans la gorge au moment d'avaler. Elle peut être le signe de diverses affections. Quelles causes ? Quel traitement pour la soulager ? Définition et conseils avec le Dr Thierry Rousselet.

Quels examens pour diagnostiquer un pyrosis ?
Chez des personnes jeunes, du fait de la seule présence de symptômes très spécifiques de la maladie (pyrosis et/ou régurgitations), sans signe d'alarme, un interrogatoire et un examen clinique suffisent pour poser le diagnostic. Dans les autres cas, pourront être pratiqués :

► Une endoscopie (gastroscopie ou endoscopie œso-gastro-duodénale). C'est l'examen de référence lorsque les symptômes sont atypiques et/ou après 50 ans. Elle permet de poser le diagnostic de reflux gastro-œsophagien en présence de lésions, c'est à dire d'œsophage de Barrett ou d'œsophagite peptique. Il s'agit d'une exploration faite sous anesthésie locale ou générale qui permet de visualiser l'œsophage grâce à une petite caméra introduite par la bouche.
► La PH-métrie est indiquée lorsque les résultats de l'endoscopie sont normaux, face à des symptômes atypiques ou chez les patients réfractaires aux traitements. Elle mesure les remontées acides à l'aide d'une petite sonde ou d'une capsule "sans fil" fixée à la paroi de l'œsophage pendant 48-96h.

Comment traiter le pyrosis ?
"On prescrit généralement des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) ainsi qu'un antiacide d'action locale comme le Gaviscon®" indique le Dr. Delamare. Les antagonistes des récepteurs à l'histamine de type 2 (anti-H2) peuvent également être prescrits. Ceux-ci agissent au niveau des cellules pariétales de l'estomac pour diminuer sa sécrétion acide."

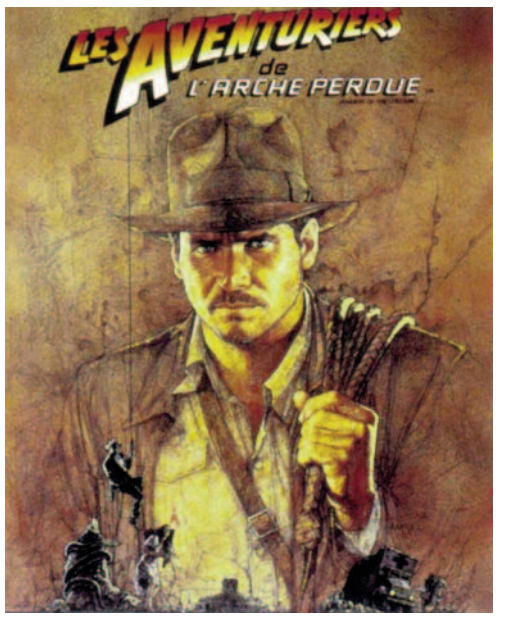
Comment prévenir le pyrosis ?
Un certains nombre de conseils permettent de prévenir le pyrosis :
éviter les repas trop gras et trop abondants ;
éviter de se coucher immédiatement après la fin d'un repas, en particulier le soir (laisser un délai d'au moins deux heures, si possible) et surélever la tête du lit de 45 ° ;
perdre du poids, supprimer les aliments qui ont été identifiés par chaque individu comme pouvant générer des troubles (vin blanc, café, épices… etc.).













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 TF1
Série de suspense France,2023
Rivière-Perdue

21h00 France 2
Magazine d'information France, 2024
Cash investigation

20h55 M6
Film d'aventures - Etats-Unis,1981
Les aventuriers de l'Arche perdue

22h41 CANAL+
Série policière, États-Unis 2023
Fargo

20h55 W9
Téléréalité
France - 2024
L'île de la tentation

22h40 CINE+ FRISSON
Thriller
Etats-Unis - 2005
Sin City

21h05 6ter
Série policière
États-Unis
NCIS

20h50 CINE+ PREMIER
Cinéma Thriller - États-Unis 2009
Anges et démons

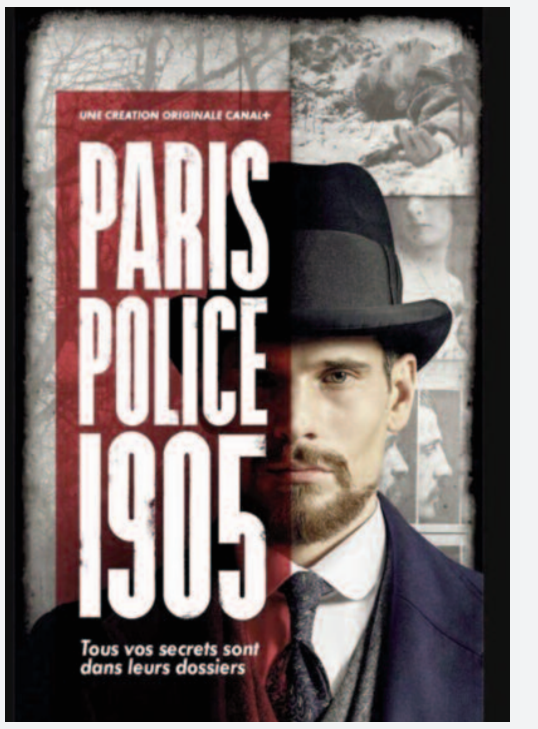
21h20 C8
Magazine de société - France 2024
Y'a que la vérité qui compte

20h50 CINE CINEMA
Thriller, Espagne Argentine - 2023
La Maleta

21h00 CINE+ FAMIZ
Cinéma Comédie
France 2009
Envoyés très spéciaux

21h00 TMC
Téléréalité
France - 2023
L'agence : l'immobilier de luxe en famille

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique France,2021
Saison 1 Épisode 5-6
Paris Police 1900

Meg est tombée sous le charme de Gabriel Sabran, tandis que de plus en plus d'éléments apparaissent à charge contre lui dans l'enquête sur le meurtre de Joséphine. Elle devient un témoin particulièrement gênant pour les Guérin et le père de Gabriel.

23h35

Série dramatique France,2021
Saison 1 Épisode 1-2
Paris Police 1900

L'inspecteur Jouin met en cause trois policiers de la brigade des moeurs après la mort de l'enfant de la prostituée Roseline Dantremont. Le préfet Lépine se trouve dans l'obligation de prendre cette affaire en main pour éviter un scandale. Adolphe Steinheil apprend de son médecin qu'il est atteint de la syphilis. Il décide de cacher son état à son épouse.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:59	12:41	15:25	17:46	19:13
CONSTANTINE	06:03	12:46	15:31	17:52	19:18
ALGER	06:17	13:00	15:46	18:07	19:33
OUARGLA	06:05	12:51	15:45	18:06	19:28
CHLEF	06:24	13:07	15:53	18:13	19:40
MOSTAGANEM	06:29	13:12	15:58	18:19	19:45
ORAN	06:32	13:15	16:02	18:22	19:48

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7800 — JEUDI 25 JANVIER 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	11°
Oran	24°	9°
Constantine	20°	2°
Ouargla	21°	5°

TERRORISME AU SAHEL

Niamey pointe du doigt la France

Le Niger franchi le pas. La lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel ne peut être engagée avec des pays qui l'alimentent. En dénonçant les accords de coopération en matière de défense avec les Occidentaux, et principalement avec la France, Niamey pointe du doigt un mal bien ancré dans les pratiques douteuses des puissances extra-africaines dans le traitement du phénomène du terrorisme.

En déclarant que «vous ne pouvez pas éteindre un incendie avec de l'essence. Et pour nous, le terrorisme tire son essence du soutien que la France apporte», le chef de l'Etat du Niger, le général Abdourahmane Tiani résume toute l'équation. Le successeur de Mohamed Bazoum à la tête de l'Etat nigérien n'est pas allé de main morte. En effet, dans une interview à la chaîne de télévision nationale RTN, le général Tiani a longuement disserté sur l'aide apporté par l'ancienne puissance coloniale aux groupes terroristes qui ravagent la région du Sahel. «Nous sommes convaincus, nous avons des preuves que ce terrorisme est un terrorisme importé, sponsorisé. Nous avons pu nous débarrasser de certains sponsors», a-t-il précisé. La dénonciation des accords de coopération en matière de défense avec les Occidentaux est, selon lui, «un grand pas».

Pour rappel, une enquête du New York Times en 2014 a révélé que le commerce des otages était une activité lucrative. Les rançons ont rapporté près de 125 millions de dollars à Al-Qaïda et ses groupes affiliés, écumant le Sahel, depuis 2008, selon cette longue enquête. Pour le journal, la France est le principal payeur de rançons. Elle le fait directement ou par des intermédiaires comme Areva ou certains pays du Golfe.

Ainsi, Paris a versé 58,1 millions de dollars entre 2008 et 2014 pour libérer ses ressortissants retenus par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Mais le chiffre pourrait être plus élevé, dans la mesure où le quotidien américain mentionne également une rançon de 9,5 millions de dollars pour libérer trois ressortissant français, sans avoir établi qui l'avait payé.

Dans une interview en 2013 à chaine de télévision française iTélé Vicki Huddleston, l'ancienne ambassadrice américaine au Mali, a affirmé que la France a payé une rançon d'environ 17 millions de dollars pour la libération de quatre otages français enlevés au Niger en 2010. C'est dire qu'en matière de lutte antiterroriste, la France est très mal placée pour donner des leçons ou même se proposer d'être partie de la solution alors qu'elle est, en réalité, une partie du problème. C'est ce qui explique les déclarations du Premier ministre du Niger, qui apporte de l'eau au moulin de son président. Pour Ali Lamine Zeine, «en matière de lutte antiterroriste, l'attente du Niger sur la coopération avec les pays occidentaux n'a pas été à la hauteur», a-t-il fait savoir. «Le Niger est bien placé pour dire aujourd'hui qu'il a attendu beaucoup de sa coopération avec certains de ces pays. Malheureusement, l'attente n'a pas été à la hauteur», a lancé à Sputnik Afrique Ali Lamine Zeine à l'issu de sa visite à Moscou. Pourtant, le pays a récemment multiplié ses partenariats, et dans un avenir proche, «une coopération beaucoup plus fructueuse permettra d'arriver à contenir ce terrorisme» au Niger, espère-t-il.


Le général Abdourahmane Tiani.

En chœur, l'establishment politico-militaire nigérien est unanime à considérer que le départ des troupes françaises a «positivement impacté» la lutte du Niger contre le terrorisme. C'est ainsi que le ministre nigérien de la Défense Salifou Mody a qualifié l'appropriation par son pays de sa stratégie de lutte antiterroriste.

Les derniers militaires français déployés au Niger ont quitté le pays fin décembre 2023. Ce désengagement a été acté par Emmanuel Macron en septembre, suite à l'arrivée des militaires au pouvoir et la destitution du Président élu Mohamed Bazoum.

«En terme d'impact sur la sécurité dans notre pays, il faut dire que ce départ a, d'une part, permis de voir plus clair dans la lutte que nous menons contre le terrorisme, et d'autre part, de nous mettre devant nos propres responsabilités» a déclaré Salifou Mody.

Cette réalité a poussé Niamey et les autres pays du Sahel, libérés du jour français, à se tourner vers d'autres partenaires dont la Russie et l'Algérie, pour la lutte contre le terrorisme. C'est donc la recherche de nouveaux partenariats multiformes que veulent concrétiser le Niger, le Mali et le Burkina notamment.

La déception est grande d'un tête-à-tête avec la France qui aura été en fin de compte qu'un faire-valoir pour renforcer la mainmise néocoloniale sur les pays du Sahel. Un diktat qui a longtemps reflété les ambitions d'une Françafrique criminelle et prédatrice.

Mahmoud Benmostefa

LUTTE ANTITERRORISTE

Arrestation de trois éléments de soutien

TROIS ÉLÉMENTS de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés et des armes de différents calibres saisies en une semaine, lors d'opérations distinctes menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP).

C'est ce qu'a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 17 au 23 janvier 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers tout le territoire national», a précisé le MDN.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «ont arrêté trois éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes, tandis qu'un autre détachement a découvert et saisi, lors d'une opération de recherche et de fouille à In Guezzam, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un mitrailleur de type FN-Herstal ainsi qu'une quantité de munitions de différents calibres», est-il ajouté dans le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 86 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 94 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 96 041 comprimés psychotropes ont été saisis.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 42 individus et saisi 24 véhicules, 100 groupes électrogènes, 63 marteaux piqueurs, 6 détecteurs de métaux, 82 quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite.

De même, 30 autres individus ont été interceptés et un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 10 fusils de chasse, 17834 litres de carburants, 78 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, 5,5 quintaux de tabacs et 17176 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.

M. B.

«PROFIL ALGÉRIEN POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL»

Un manuel au profit du monde du travail

DANS le cadre de l'engagement de l'Algérie dans la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, le ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a annoncé, hier, la parution du manuel «Profil algérien pour la sécurité et la santé au travail».

Dans un communiqué rendu, hier, le département ministériel a porté à la connaissance de l'ensemble des acteurs du monde du travail que «Profil algérien pour la sécurité et la santé au travail» vient de paraître.

Ce document a été élaboré en collaboration avec le Bureau international du travail (BIT) à Alger, en application des recommandations de l'Organisation internationale du travail, en particulier les dispositions de la recommandation n° 197 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, précise le ministère. Il met en lumière l'organisation et le fonctionnement du système national de sécurité et de santé au travail ainsi que le cadre juridique y afférent. «Il s'agit là d'un outil indispensable qui permettra une meilleure appréhension des stratégies et plans d'action à engager par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en matière de sécurité et de santé au travail», a-t-il expliqué. Selon le département de Fayçal Bentaleb, cet instrument est le fruit d'importants efforts d'investigation de la part d'experts chargés de sa réalisation ainsi que le résultat d'une concertation avec divers acteurs du monde professionnel, des représentants d'organisations syndicales, des experts nationaux et internationaux ainsi que des instances nationales compétentes en matière de sécurité et de santé au travail.

Le ministère du Travail a souligné que «la prévention des risques professionnels est une priorité majeure et permanente dans la politique nationale de sécurité et de santé au travail, et représente un droit fondamental pour la protection des travailleurs». Il a tenu à indiquer que le profil algérien pour la sécurité et la santé au travail est disponible sur le site web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en cliquant sur le lien https://www.mtess.gov.dz/pdf/profil-dz-sst-2023.pdf

Il convient de rappeler que l'Algérie dispose d'un important dispositif législatif sur lequel s'appuie la politique nationale en matière de sécurité et de santé au travail, et engage des projets pour conforter le cadre réglementaire et renforcer les mesures préventives mises en œuvre.

Lynda Louifi